



Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture financière et bancaire
N° 136 – 2^{ème} trimestre 2008

INSTITUT D'EMISSION DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER
4, rue de la Compagnie – 97400 Saint-Denis

Sommaire

Méthodologie	4
1. Synthèse	6
2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit	12
3. Les résultats de l'enquête sur l'évolution du marché du crédit et des conditions de crédit pratiquées par les Etablissements de Crédit	13
4. Les actifs financiers de la clientèle non financière	15
<i>L'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques</i>	<i>16</i>
<i>Les placements des ménages</i>	<i>18</i>
<i>Les disponibilités des entreprises</i>	<i>18</i>
5. Les passifs financiers de la clientèle non financière	19
5.1 <i>Concours consentis par les établissements de crédit locaux</i>	<i>19</i>
<i>L'évolution de l'endettement des agents économiques</i>	<i>19</i>
<i>L'endettement des ménages</i>	<i>20</i>
<i>L'endettement des entreprises</i>	<i>20</i>
5.2 <i>Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit</i>	<i>21</i>
6. Risques sectoriels	22
7. Rappel des taux	24
7.1 <i>Taux réglementés</i>	<i>24</i>
7.2 <i>Principaux taux de marché</i>	<i>24</i>
7.3 <i>Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises</i>	<i>24</i>
7.4 <i>Taux de l'usure</i>	<i>24</i>
8. Monnaie fiduciaire	25
8.1 <i>Emission mensuelle de billets euros</i>	<i>25</i>
8.2 <i>Emission mensuelle de pièces euros</i>	<i>25</i>

Méthodologie

1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Pour l'IEDOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale. Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Ainsi, par exemple, l'Agence française de développement ou la CASDEN disposent effectivement d'un guichet sur place mais ne fournissent pas de bilan ou de compte de résultat local. La Poste et le Trésor sont assimilés à des établissements locaux.

2) Enquête

L'enquête de conjoncture, effectuée par l'Iedom auprès des dirigeants des principaux établissements de crédit installés localement, est réalisée trimestriellement (17 établissements sont concernés).

Cette enquête comporte 13 questions. Les questions visent à saisir, sous forme de flèches, les évolutions (passées ou prévues) relatives aux dépôts et aux crédits ainsi que les opinions relatives à la situation de différents indicateurs (produit net bancaire, commissions, charges d'exploitation, provisions, résultat, effectifs, climat social et environnement économique). Les réponses sont pondérées en fonction de l'importance de l'activité de l'établissement interrogé (selon la question, la pondération est effectuée par les encours de crédits ou les encours de dépôts). Les chiffres ainsi obtenus donnent une mesure synthétique de l'écart entre la proportion des dirigeants qui estiment qu'il y a eu progression ou qu'une situation est en amélioration et celle des dirigeants jugeant qu'il y a eu fléchissement ou qu'une situation est en dégradation.

3) Actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales, à La Poste et au Trésor public. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale auprès de banques métropolitaines.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, Codevi et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuille-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les données relatives aux opérations des compagnies d'assurance intervenant dans l'île.

Les ménages regroupent les particuliers, les entrepreneurs individuels et les administrations privées, les entreprises correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

4) Passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés d'abord les crédits octroyés par les seuls établissements de crédit locaux et ensuite les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit intervenant dans le département, qu'ils soient locaux ou non installés localement.

Les établissements de crédit non installés localement et intervenant dans les DOM sont principalement la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia – Crédit local de France, l'Agence française de développement (AFD), la Casden, Natexis et la Compagnie de financement foncier.

Les entrepreneurs individuels sont éclatés entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des particuliers) tandis que les autres catégories de crédit des entrepreneurs individuels ont été intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des sociétés non financières).

Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages (particuliers, administrations privées et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations centrales et de sécurité sociale.

5) Service central des risques (SCR) et SCR douteux

Le service central des risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif de 25 000 euros de crédits (dans les DOM) par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur le territoire français, en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe dans les DCOM. Cette source d'information permet, même si elle n'est pas exhaustive, une analyse sectorielle des encours de crédit.

Il est complété par les statistiques collectées mensuellement par l'Iedom sur les encours de créances douteuses déclarés localement par les établissements de crédit à partir d'un encours de 10 000 euros ainsi que les arriérés sociaux d'un montant supérieur à 22 500 euros et transmis par la Caisse Générale de Sécurité Sociale.

1. Synthèse

1 – Un contexte économique et financier mondial toujours tendu

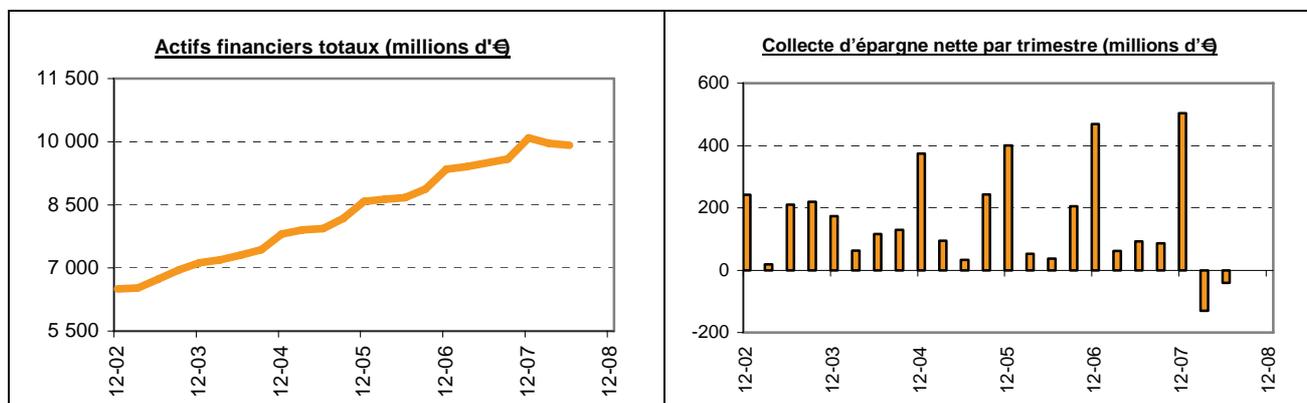
La conjoncture financière internationale est restée tendue au second trimestre 2008. De grands établissements bancaires ont annoncé de nouvelles dépréciations d'actifs qui ont contraint certains d'entre eux à lancer d'importantes recapitalisations pour maintenir leur solvabilité. La poursuite de la crise financière a poussé les autorités américaines à soutenir des établissements en difficulté, notamment les deux organismes spécialisés dans le refinancement hypothécaire Freddy Mac (Federal Home Loan Mortgage Corporation) et Fanny Mae (Federal National Mortgage Association) par la définition mi juillet d'un plan de redressement qui autorise notamment le Trésor américain, jusqu'à la fin 2009, à acheter des actions de ces deux sociétés ou à accroître leurs lignes de crédit.

Parallèlement, la Réserve Fédérale américaine (FED) a maintenu à 2 % son principal taux directeur depuis la dernière baisse intervenue le 30 avril 2008, mettant ainsi fin au moins provisoirement à un cycle de baisse initié en septembre 2007. La Banque Centrale Européenne a, de son côté, relevé ses taux directeurs de 25 points de base le 3 juillet 2008 pour lutter contre des pressions inflationnistes inédites depuis plus de quinze ans et des risques accrus sur la stabilité des prix à moyen terme.

En effet, le cours du pétrole, tiré par la demande des pays émergents, a atteint son plus haut mi juillet à 147 \$ le baril, soit une progression de près de 50 % depuis le début de l'année 2008, et les matières premières alimentaires ont suivi la même tendance. Cette hausse du pétrole s'est intégralement répercutée sur les prix à la consommation en Europe dans la mesure où l'euro a cessé de s'apprécier face au dollar pour se stabiliser autour de 1,58 \$. Depuis le milieu du mois d'août, le cours du change de l'euro et le pétrole ont toutefois fortement décliné, tombant mi-septembre aux alentours de 100 \$ le baril pour le pétrole et sous 1,43 \$ pour le cours de change de l'euro.

2 – Une nouvelle diminution de la collecte de dépôt dans le département mais une bonne tenue de la distribution de crédit

La place bancaire et financière réunionnaise continue de demeurer relativement abritée des principales difficultés rencontrées sur les marchés financiers internationaux. Aucun établissement implanté dans le département n'a ainsi fait état de difficultés, et les résultats annuels à fin 2007 et semestriels à fin juin 2008 demeurent relativement stables, sans impact de la crise des crédits 'subprimes' américains, hormis la hausse des coûts de refinancements liée à la raréfaction des liquidités.

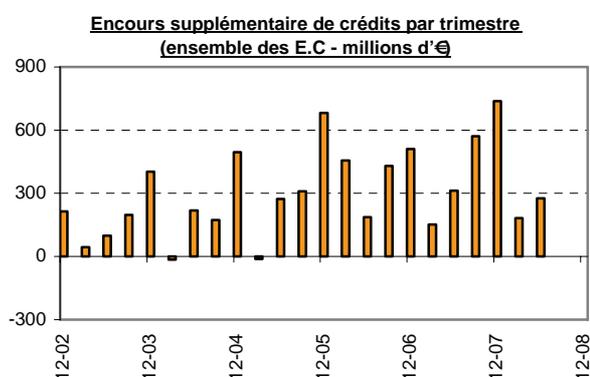
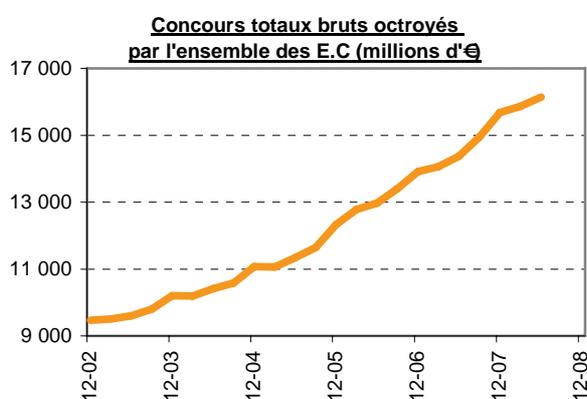


Le deuxième trimestre de l'année 2008 a toutefois été marqué par une nouvelle baisse de la collecte de produits financiers qui a atteint -41 millions d'€ (soit -0,4%) après -131 millions d'€ au premier

Conjoncture financière et bancaire

trimestre 2008 (-1,3%). Il faut remonter au deuxième et troisième trimestre 2002, à l'époque de la précédente explosion de la bulle spéculative des valeurs internet sur les marchés boursiers internationaux, pour enregistrer un semblable recul de la collecte d'épargne lors de deux trimestres consécutifs, toutefois de moindre importance (-64 millions d'€ de recul au total alors que le recul s'établit aujourd'hui à -172 millions d'€ sur six mois). Le seul autre exemple de recul marqué de la collecte d'épargne sur plus d'un trimestre remonte aux trois premiers trimestres de l'année 1993, mais la baisse cumulée y avait simplement atteint -43 millions d'€

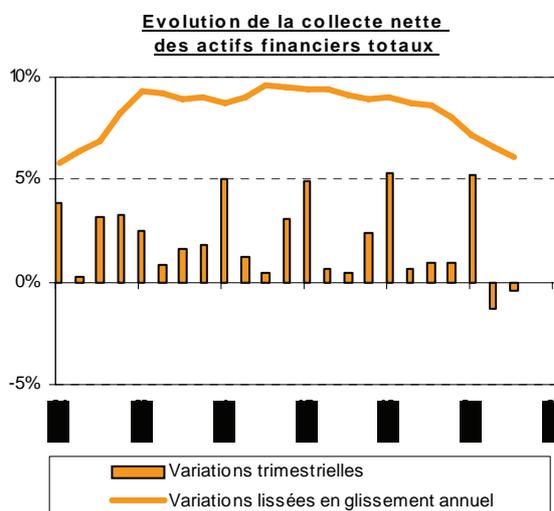
A contrario, le marché de la distribution du crédit dans le département par l'ensemble des établissements de crédit continue de progresser au deuxième trimestre 2008, comme au cours des précédents trimestres. Les concours bruts totaux consentis par l'ensemble des établissements de crédit intervenant dans le département s'établissent ainsi à 16,1 milliards d'€ à fin juin 2008, en hausse de +276 millions d'€ au deuxième trimestre 2008 (+1,7%) après +181 millions d'€ au premier trimestre 2008 (+1,2%). En glissement annuel sur douze mois, les concours consentis par l'ensemble des établissements de crédit intervenant dans le département progressent de 1.767 millions d'€ entre juin 2007 et juin 2008 (+12,3%).



Selon les anticipations des dirigeants des établissements de crédit réunionnais exprimées dans l'enquête de conjoncture de l'IEDOM, les perspectives d'activité bancaire dans le département au cours des troisième et quatrième trimestres de l'année 2008 laissent présumer la poursuite d'une situation relativement morose sur le marché bancaire local, avec une faible demande anticipée de financements de la part des entreprises, un environnement économique jugé difficile et un coût du risque qui se dégrade. Dans ce tableau plutôt en demi-teinte, il est toutefois, anticipé un redressement de la collecte d'épargne et du marché du crédit à l'habitat au dernier trimestre 2008.

2.1 – L'ensemble des actifs financiers collectés à la Réunion diminue au cours du second trimestre...

La baisse des actifs financiers totaux collectés dans le département au cours du deuxième trimestre 2008, qui s'élève à -41 millions d'€ soit -0,4% (après -131 millions d'€ au premier trimestre 2008 soit -1,3%), s'explique par un recul généralisé des différentes formes de placements, que ce soit les dépôts à vue (-0,6% au deuxième trimestre 2008), les placements liquides ou à court terme (-0,6%) ou l'épargne à long terme (-0,1%). Cette baisse concerne également la majeure partie des clientèles des établissements de crédit (-3,3% pour les sociétés non financières et -8,3% pour les autres agents) à l'exception de la clientèle des ménages dont les ressources progressent de +1,1% sur le second trimestre 2008).

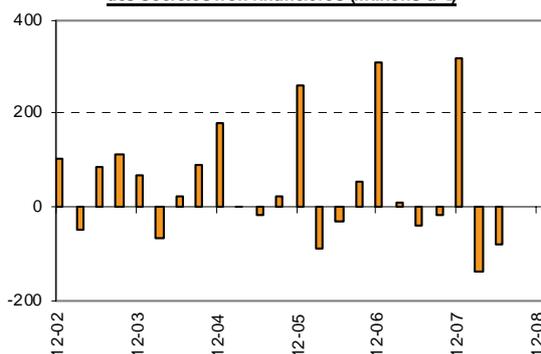


Les dépôts à vue détenus par l'ensemble des agents économiques réunionnais ont ainsi diminué une nouvelle fois de -17 millions d'€ au deuxième trimestre 2008 (après -250 millions d'€ au premier trimestre 2008). Cette baisse a notamment touché la clientèle des **sociétés non financières**, dont les disponibilités reculent de -18 millions d'€ (après -181 millions d'€ le trimestre précédent), participant au recul de -79 millions d'€ de l'ensemble des placements de ces agents (après -136 millions d'€ précédemment).

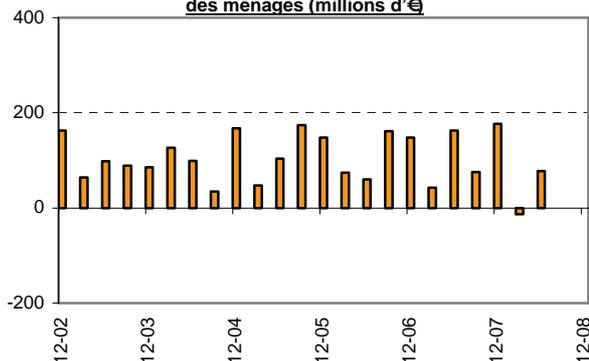
Il doit toutefois être noté qu'un recul de deux trimestres consécutifs des placements financiers des sociétés non financières n'a rien d'exceptionnel, puisque cela a déjà été observé en 2006 et en 2007. Seule l'ampleur du recul au cours de ces deux trimestres diffère puisque la baisse cumulée sur le premier semestre atteint -215 millions d'€ en 2008 (-8,5% des placements détenus à fin décembre 2007) contre -60 millions d'€ en 2007 et -117 millions en 2006 à l'occasion de la crise du chikungunya. Les sociétés non financières enregistrent également au deuxième trimestre un recul de l'ensemble de leurs placements liquides (-64 millions d'€ soit -5,7%), que ce soit sous forme de comptes à terme (-5,6%) d'OPCVM monétaires (-10,9%) ou de certificats de dépôts négociables (-1,9%). Leurs placements à long terme évoluent par contre légèrement (+4 millions d'€ soit +2,0% sur le second trimestre 2008).

A l'inverse, l'épargne collectée par les **ménages** progresse légèrement à hauteur de 78 millions d'€ sur le deuxième trimestre 2008, après la légère baisse enregistrée au premier trimestre (-13 millions d'€). Les ménages ont enregistré une croissance de leurs disponibilités à vue (+37 millions d'€ après -90 millions d'€ au premier trimestre) et de leurs placements liquides (+42 millions d'€ après +97 millions au trimestre précédent). Seule leur épargne longue continue de s'inscrire en recul (-2 millions d'€ après -20 millions d'€ précédemment) du fait des reculs des plans d'épargne, des portefeuilles-titres et des OPCVM non monétaires, que la progression des encours des placements d'assurance-vie ne parvient pas une nouvelle fois à compenser.

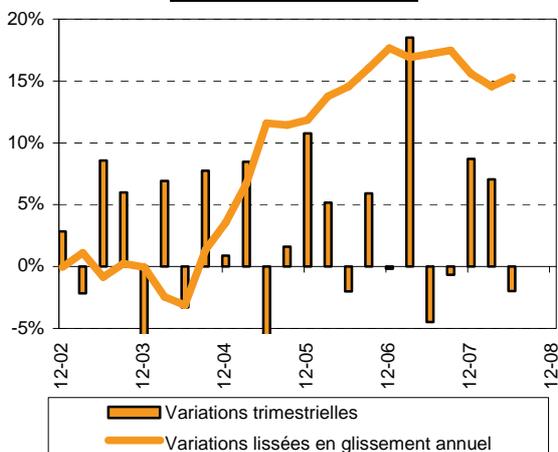
**Collecte d'épargne nette par trimestre
des sociétés non financières (millions d'€)**



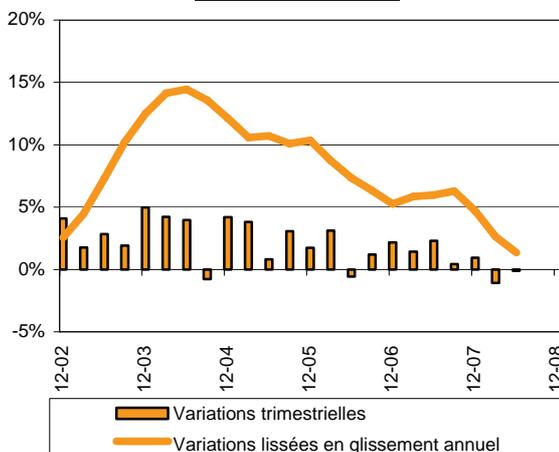
**Collecte d'épargne nette par trimestre
des ménages (millions d'€)**



**Evolution de la collecte nette des placements
indexés aux taux de marché**



**Evolution de la collecte nette
d'épargne à long terme**

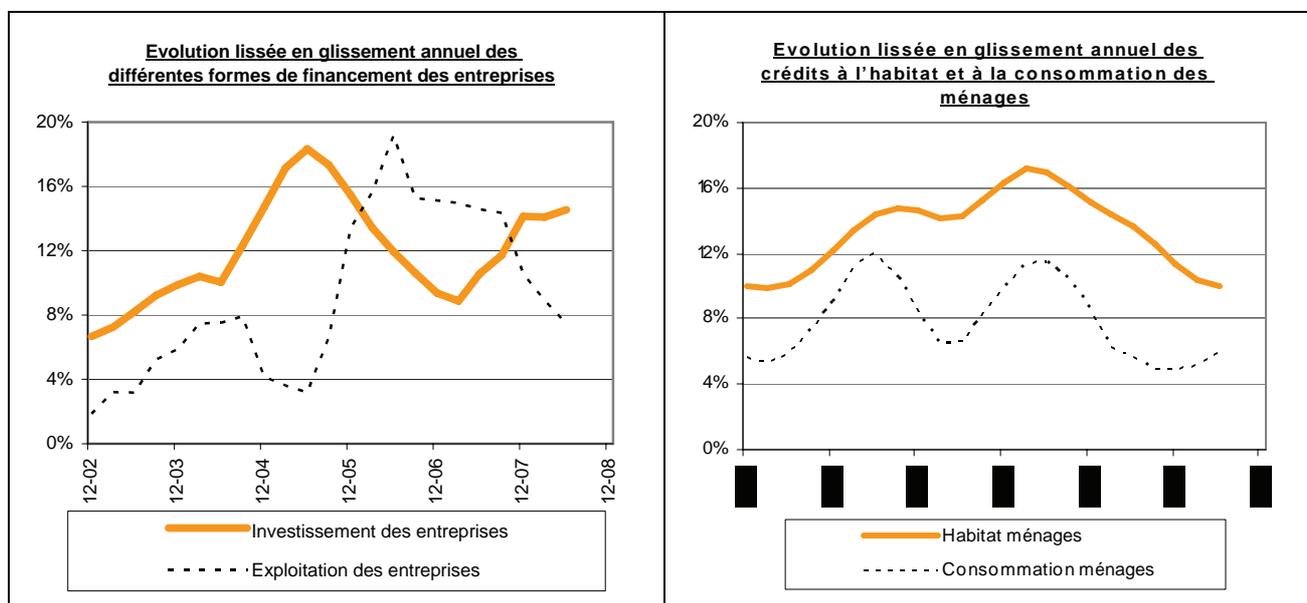


2.2 – ... alors que la croissance des financements bancaires consentis aux entreprises et aux ménages se poursuit.

L'ensemble des **concours bruts totaux zone et hors zone** enregistre une croissance de +1,7% (+276 millions d'€) au cours du deuxième trimestre 2008, après +1,2% (+181 millions d'€) au premier trimestre 2008. Ils s'affichent en hausse de +12,3% en glissement annuel à fin juin 2008 (+1.767 millions d'€), soit un rythme proche par rapport à la fin du trimestre précédent où il atteignait que +12,8% sur douze mois (+1.804 millions d'€). Les ménages sont les principaux bénéficiaires de cette croissance des financements bancaires tous établissements confondus sur le deuxième trimestre (+2,1% soit +126 millions d'€), et dans une moindre mesure les entreprises (+1,4% soit +104 millions d'€). Les concours aux collectivités locales reculent pour leur part légèrement sur le deuxième trimestre 2008 (-1,5% soit -25 millions d'€) pour s'établir à 1,7 milliard d'€

Les créances douteuses brutes totales pour l'ensemble des établissements de crédit s'établissent à fin juin 2008 à 646 millions d'€, en hausse de +36 millions d'€ (+5,9%) sur le deuxième trimestre. Le taux de créances douteuses progresse légèrement sur le trimestre pour s'établir à 4,0% de l'ensemble des concours bruts octroyés à la clientèle. Les risques nets détenus sur les entreprises progressent relativement rapidement au cours du deuxième trimestre 2008 (+11,5%).

Des évolutions comparables sont observées sur les seuls financements consentis par les établissements de crédit installés localement. Les **entreprises** enregistrent une croissance un peu plus modérée de leur endettement que les ménages. Le financement de l'exploitation des entreprises s'inscrit toutefois en forte croissance sur le deuxième trimestre (+59 millions d'€ soit +5,2%), en relation avec les progressions des mobilisations de créances commerciales (+16 millions d'€ soit +13,8%), des comptes ordinaires débiteurs (+31 millions d'€ soit +11,8%) et de l'affacturage (+15 millions d'€ soit +12,5%). Inversement, les entreprises ont enregistré une stagnation de leurs encours de financement de l'investissement à 2,8 milliards d'€ Enfin, les crédits immobiliers des entreprises s'inscrivent en hausse (+20 millions d'€ soit +2,5%).

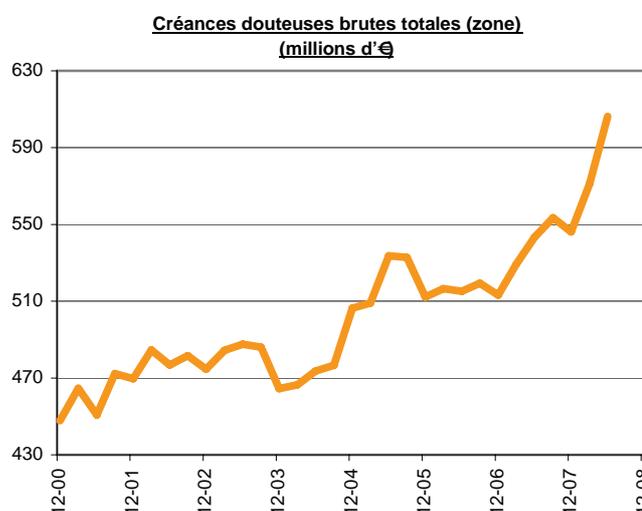
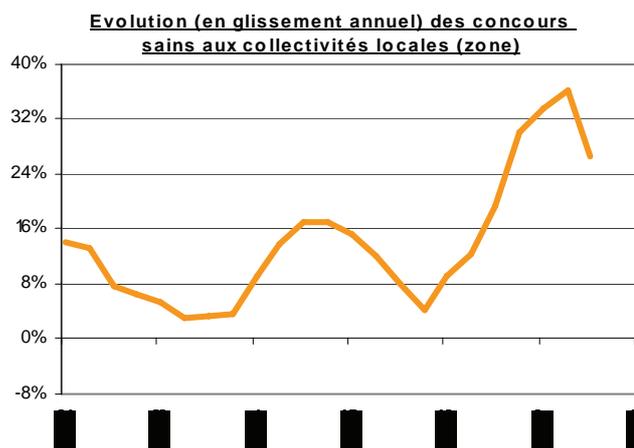


Les concours consentis aux **ménages** par les établissements de crédit locaux progressent également entre mars et juin 2008 (+111 millions d'€ soit +2,0%) après la croissance molle enregistrée au cours du trimestre précédent (+28 millions d'€ soit +0,5%). Le financement de l'habitat des ménages (+61 millions d'€ au second trimestre soit +1,6%) enregistre ainsi une légère accélération après un premier trimestre relativement atone (+31 millions d'€ soit +0,8%), tandis que les crédits à la consommation des ménages semblent à nouveau s'inscrire en hausse (+51 millions d'€ soit +3,1% après -8 millions d'€ au premier trimestre).

Les concours consentis aux **collectivités publiques locales** se sont inscrits à nouveau en baisse au deuxième trimestre 2008 (-40 millions d'€ soit -6,4% après -11 millions d'€ le trimestre précédent). Toutefois, après la forte progression enregistrée au quatrième trimestre 2007 (+163 millions d'€ soit +35,0%) liée à l'octroi d'importants financements à des collectivités locales pour leurs programmes d'investissement, leur rythme de progression en glissement annuel s'établit encore à +29,4% entre juin 2007 et juin 2008.

2.3 – Légère remontée du risque de crédit qui demeure toutefois proche de son plus bas niveau relatif historique.

La remontée enregistrée au second trimestre 2008 des créances douteuses brutes détenues par les établissements locaux (+6,1% sur le trimestre et +11,4% sur les douze derniers mois), qui s'établissent à 607 millions d'€ à fin juin 2008, marque une légère aggravation du risque de crédit dans le département (bien que celle-ci demeure encore très mesurée). Les douteux représentent toutefois une proportion historiquement très faible de l'ensemble des concours bruts consentis, à 5,0% à fin juin 2008 (contre 4,8% à la fin du trimestre précédent et 4,7% à fin décembre 2007). Les créances impayées déclarées par les établissements de crédit locaux progressent également sensiblement au deuxième trimestre 2008 (+16,2%) pour atteindre 76 millions d'€ contre 63 millions d'€ à fin mars 2008 (mais 81 millions d'€ à fin décembre 2007).



2.4 – Les anticipations des dirigeants en matière d'activité bancaire traduisant une certaine dégradation du marché bancaire local

Différents indicateurs sur l'évolution du marché bancaire local, issus de l'enquête financière de conjoncture élaborée par l'Institut d'émission auprès des dirigeants des établissements de crédit, laissent apparaître une légère dégradation de la conjoncture en terme d'activité et de rentabilité du système financier réunionnais au deuxième, troisième et quatrième trimestre 2008. En dehors du financement de l'exploitation des entreprises qui est demeuré bien orienté, les autres composantes du marché du crédit (habitat, consommation des ménages et équipement des entreprises) font ressortir des soldes d'opinion moyen très faiblement positifs. Pour la fin de l'exercice, seul le marché du financement de l'habitat est réellement attendu en progression, selon les anticipations des dirigeants d'établissement de crédit.

Les diverses composantes de la rentabilité ne se renforcent que faiblement, à l'exception des charges d'exploitation qui semblent bien maîtrisées. Le coût du risque se dégrade légèrement. Enfin, l'environnement économique est appréhendé de manière de plus en plus négative par les dirigeants d'établissements de crédit, qui anticipent une dégradation de la conjoncture économique en liaison avec la crise financière et le ralentissement économique mondial qui se profile, ainsi qu'avec le ralentissement attendu de la commande publique locale.

3 – L'évolution des risques de la place recensés au SCR Banque de France

A fin juin 2008, les encours des risques recensés par le Service central des risques (SCR) de la Banque de France sur les entreprises de la Réunion (et les administrations publiques et autres personnes morales) s'élevaient à 10,2 milliards d'€, en hausse de +1,4% sur le deuxième trimestre 2008 (évolution cohérente avec la progression des concours distribués) et de +13,9% par rapport au même trimestre de l'année précédente (également comparable avec la progression des encours de crédit).

Les crédits à moyen et long terme représentent une proportion importante (69,6% en juin 2008 contre 70,2% en mars 2008) de l'ensemble des risques recensés tandis que le poids des financements à court terme progresse légèrement (11,7% en juin 2008 contre 10,9% le trimestre précédent). La différence est essentiellement constituée par les engagements de hors-bilan (15,7% en juin 2008 contre 15,8% en mars 2008). Pour mémoire, les financements par crédit bail représentent un poids de 3,0% en juin 2008 (3,1% le trimestre précédent) tandis que les titrisations de crédits demeurent anecdotiques (0,02% des risques totaux en juin 2008).

Enfin, le poids du secteur de l'immobilier demeure prépondérant dans le total des risques de la place, les financements sur ce secteur d'activité représentant ainsi 28,5% du total des crédits consentis aux entreprises et personnes morales (27,5% en mars 2008). Les autres principaux secteurs d'activité en terme de risques portés sont les administrations publiques (18,3% des risques totaux en juin 2008) et le bâtiment et les travaux publics (14,4%).

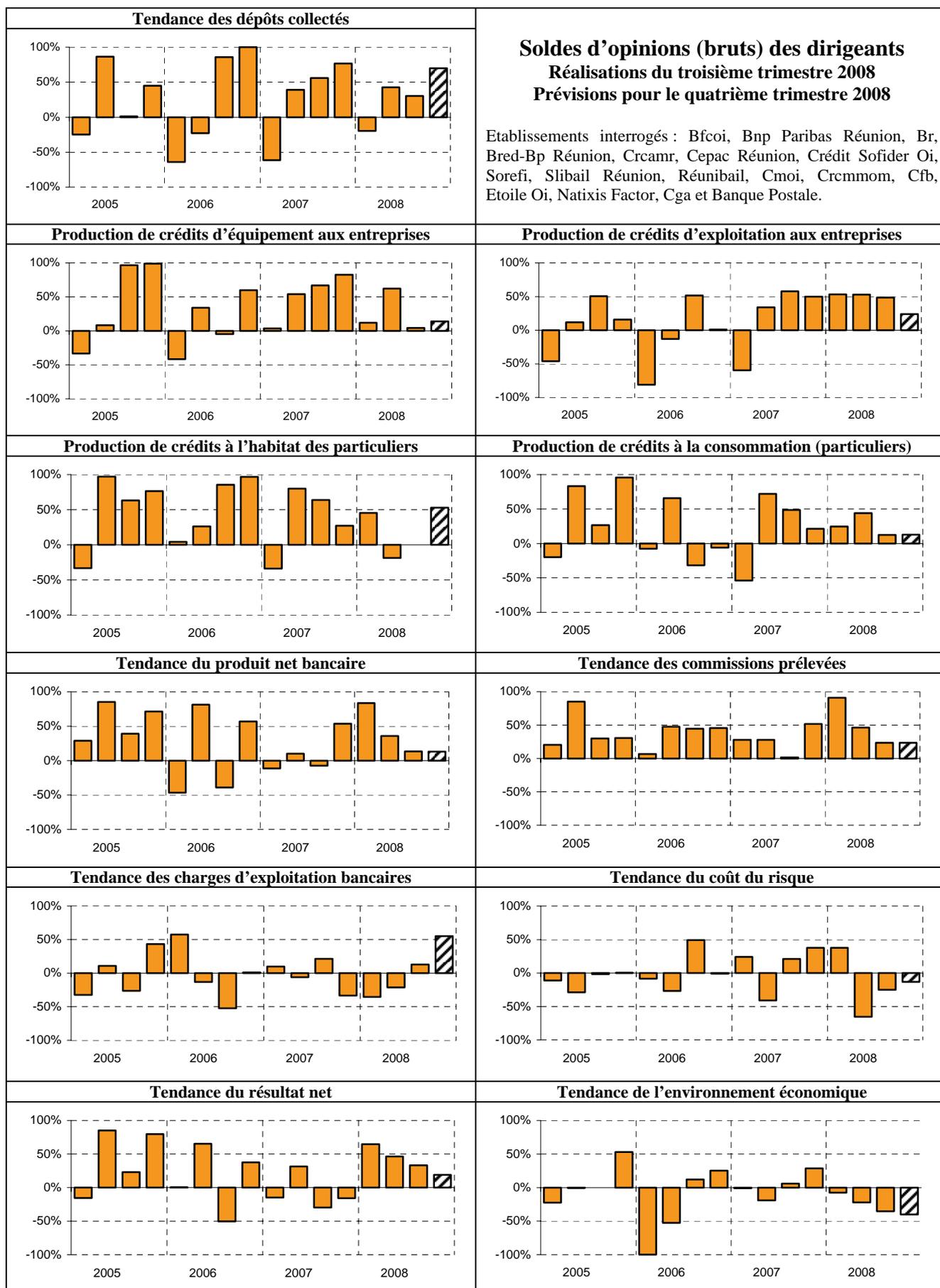
4 – La poursuite de la remontée des taux d'intérêt et des taux de crédit

L'enquête sur le coût du crédit aux entreprises à la Réunion réalisée par l'IEDOM, sur la base des octrois du mois de juillet 2008, fait apparaître une forte remontée du **taux moyen pondéré global** (+117 points de base) sur le premier semestre 2008. **Le taux moyen des crédits consentis aux entreprises à la Réunion s'établit ainsi à 7,48% en juillet 2008** contre 6,31% en janvier 2008 (et 6,19% en juillet 2007). Cette enquête a porté sur un échantillon de 775 observations (618 en janvier 2008) pour un encours total de 94 millions d'€ de crédits consentis ou reconduits (139 millions d'€ lors de l'enquête précédente).



Par rapport au taux minimum qui avait été atteint en janvier 2006 (5,16%), le **taux moyen pondéré global des crédits aux entreprises**, tel qu'il ressort de l'enquête semestrielle de l'IEDOM, s'est ainsi renchéri de +232 points de base en deux années et demie, rattrapant la hausse des taux de refinancement de marché dans la zone Euro, qui ont augmenté d'environ +200 points de base sur la même période (de +187 points de base pour l'EONIA à +256 points pour l'Euribor 12 mois).

2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit



3. Résultats de l'enquête sur l'évolution du marché du crédit et des conditions de crédit pratiquées par les Etablissements de Crédit

En liaison avec les soubresauts que connaissent les marchés financiers suite à la crise financière enregistrée depuis une année et les craintes de crédit-crunch diagnostiquées par certains intervenants, il a paru intéressant d'interroger les dirigeants des établissements de crédit locaux, à l'occasion de l'enquête financière trimestrielle de conjoncture, sur l'évolution du marché du crédit à la Réunion au cours des huit premiers mois de l'année 2008 ainsi que sur l'évolution passée et future de leurs conditions de crédit vis-à-vis de leur clientèle.

Au total, sur treize établissements¹ ayant répondu à l'enquête, on observe en premier lieu un maintien de la demande globale de crédits adressée au système bancaire local, même si les établissements enregistrent une baisse un peu plus marquée de la demande de crédit provenant de la clientèle des particuliers (près de la moitié des établissements interrogés notent une baisse de la demande de financement de la consommation des ménages), ce qui n'est pas le cas pour les entreprises. Par ailleurs, comme observé dans l'enquête financière de conjoncture, les demandes de financement liées au cycle d'exploitation des entreprises semblent se porter un peu mieux que celles concernant l'investissement et l'équipement, tout particulièrement pour les petites entreprises ou pour les professionnels.

Cependant, les établissements de crédit interrogés n'ont pas enregistré une véritable dégradation de la demande de crédits de leur clientèle, comme le confirme la hausse encore rapide des financements bancaires consentis dans le département (+11,0% sur les douze derniers mois). Il semble ainsi prématuré de parler de crédit-crunch à la Réunion, comme cela est parfois évoqué au niveau des financements aux Etats-Unis.

	Ensemble	Particuliers		Petites entreprises		Grandes entreprises	
		Conso	Habitat	Exploit.	Invest.	Exploit.	Invest.
Evolution de la demande de crédit auprès de l'établissement							
- Hausse	54%	40%	33%	56%	25%	44%	50%
- Stable	8%	10%	22%	22%	38%	44%	25%
- Baisse	38%	50%	44%	22%	38%	11%	25%
Nombre d'établissements concernés ayant répondu à l'enquête	13	10	9	9	8	9	8

Chiffres exprimés en % du nombre d'établissements ayant répondu au questionnaire et concernés par la clientèle concernée

En ce qui concerne les évolutions des conditions de crédit pratiquées à la clientèle au cours des huit premiers mois de l'année, il ressort que la durée des crédits octroyés a été globalement stable, à l'exception des financements immobiliers des ménages qui présentent un allongement marqué des durées de crédit, le plus souvent à la demande de la clientèle des établissements concernés, en liaison avec le renchérissement des taux immobiliers. Ce phénomène est historique, lié également au renchérissement du coût du foncier et de la construction. Pour mémoire, alors que la durée moyenne d'un crédit immobilier s'établissait à une dizaine d'année au début des années 1990, elle atteint aujourd'hui régulièrement une vingtaine d'année, certains établissements proposant des durées de 25 à 30 ans.

En ce qui concerne les garanties demandées, les établissements interrogés ont parfois renforcé leurs suretés vis-à-vis des petites entreprises et des professionnels, en contrepartie des financements consentis. D'une façon un peu générale, les établissements font preuve d'une plus grande sélectivité dans les demandes de

¹ Les établissements interrogés sont soit des banques, s'adressant à l'ensemble des types de clientèles, soit des sociétés financières dont l'agrément peut être limité à certaines opérations, comme le financement de la consommation des ménages (comme pour la Compagnie Financière de Bourbon), ou l'affacturage (Natixis Factor, Compagnie générale d'affacturage ou Fortis), réservé aux seules entreprises. Pour cette raison, le nombre d'établissements ayant répondu à l'enquête est différent pour chaque type de clientèle.

Conjoncture financière et bancaire

crédit qui leur sont présentées, en liaison avec l'assombrissement de la conjoncture économique dans le département.

En revanche, en matière de taux, une nette hausse est observée pour une grande majorité d'établissements. Cette hausse est naturellement à rapporter au renchérissement du coût des ressources des établissements de crédit, les taux de refinancement interbancaire sur les marchés financiers européens étant ainsi toujours orientés à la hausse.

Evolution des conditions de crédit de l'établissement au cours des derniers mois							
	Ensemble	Particuliers		Petites entreprises		Grandes entreprises	
		Conso	Habitat	Exploit.	Invest.	Exploit.	Invest.
En matière de durée de crédit							
- Allongement	23%		56%	11%	13%		13%
- Stabilité	69%	90%	33%	78%	75%	89%	75%
- Réduction	8%	10%	11%	11%	13%	11%	13%
En matière de garanties de crédit réclamées							
- Renforcement	23%	20%	11%	44%	50%	11%	25%
- Stabilité	77%	80%	89%	56%	50%	89%	75%
- Allègement							
En matière de taux de crédit							
- Hausse	77%	80%	89%	78%	100%	78%	100%
- Stable	23%	20%	11%	22%		22%	
- Baisse							
Nombre d'établissements concernés ayant répondu à l'enquête	13	10	9	9	8	9	8

Interrogés sur l'évolution de leur politique en matière de conditions de crédit vis-à-vis de leur clientèle pour les quatre prochains mois, les établissements de crédit locaux n'anticipent aucune modification significative, si ce n'est un léger renforcement des garanties demandées aux petites entreprises pour le financement de leurs investissements. En revanche, les taux de crédit devraient continuer à être orientés à la hausse, de manière un peu plus marquée pour les financements en direction des entreprises que pour ceux en direction des ménages.

Evolution des conditions de crédit de l'établissement au cours des derniers mois							
	Ensemble	Particuliers		Petites entreprises		Grandes entreprises	
		Conso	Habitat	Exploit.	Invest.	Exploit.	Invest.
En matière de durée de crédit							
- Allongement	8%	10%	22%	11%	25%	11%	13%
- Stabilité	85%	80%	78%	78%	63%	78%	75%
- Réduction	8%	10%		11%	13%	11%	13%
En matière de garanties de crédit réclamées							
- Renforcement	23%	40%	11%	33%	50%	11%	13%
- Stabilité	77%	60%	89%	67%	50%	89%	88%
- Allègement							
En matière de taux de crédit							
- Hausse	54%	70%	56%	78%	63%	67%	63%
- Stable	38%	30%	44%	11%	38%	22%	38%
- Baisse	8%			11%		11%	
Nombre d'établissements concernés ayant répondu à l'enquête	13	10	9	9	8	9	8

4. Les actifs financiers de la clientèle non financière

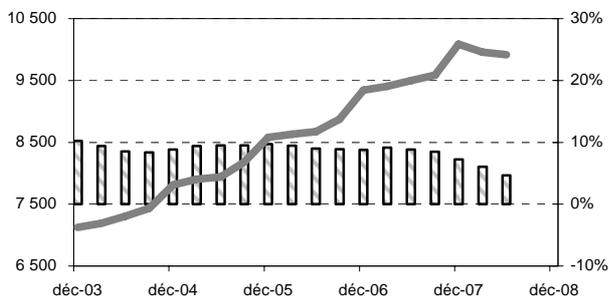
	Montants en millions d'euros									Variations	
	juin-06	sept-06	déc-06	mars-07	juin-07	sept-07	déc-07	mars-08	juin-08	1 an	1 trim
Sociétés non financières	1 906,931	1 962,089	2 270,313	2 279,272	2 237,802	2 219,305	2 537,012	2 400,906	2 321,889	3,8%	-3,3%
Dépôts à vue	909,460	924,687	1 177,856	1 039,027	1 055,649	1 082,372	1 275,260	1 094,065	1 075,837	1,9%	-1,7%
Placements liquides ou à court terme	822,204	856,226	904,766	1 053,349	987,870	941,700	1 074,717	1 125,081	1 060,594	7,4%	-5,7%
Comptes d'épargne à régime spécial	7,140	8,057	3,192	2,913	3,394	1,230	0,929	0,941	0,804	-n.s.	-n.s.
Placements indexés sur les taux de marché	815,064	848,169	901,574	1 050,436	984,476	940,470	1 073,788	1 124,140	1 059,790	7,7%	-5,7%
<i>dont comptes à terme</i>	228,615	251,301	298,243	320,426	313,634	336,333	346,048	396,634	374,553	19,4%	-5,6%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	247,032	260,300	252,892	321,775	341,102	301,624	327,073	304,984	271,756	-20,3%	-10,9%
<i>dont certificats de dépôt</i>	325,839	323,482	342,191	401,242	322,604	296,169	397,067	419,587	411,623	27,6%	-1,9%
Epargne à long terme	175,267	181,176	187,691	186,896	194,283	195,233	187,035	181,760	185,458	-4,5%	2,0%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	62,358	60,846	60,180	58,965	65,824	65,426	57,693	53,289	49,773	-24,4%	-6,6%
Ménages	6 330,879	6 492,377	6 640,318	6 682,975	6 844,117	6 921,239	7 097,805	7 084,581	7 162,193	4,6%	1,1%
Dépôts à vue	1 552,938	1 635,193	1 749,852	1 640,103	1 724,011	1 742,577	1 846,647	1 757,023	1 793,862	4,1%	2,1%
Placements liquides ou à court terme	2 030,247	2 078,999	2 049,950	2 164,424	2 182,311	2 235,358	2 266,795	2 363,371	2 405,706	10,2%	1,8%
Comptes d'épargne à régime spécial	1 700,506	1 710,794	1 743,290	1 783,263	1 794,421	1 818,918	1 855,259	1 900,314	1 914,255	6,7%	0,7%
<i>dont livrets ordinaires</i>	657,173	661,428	678,179	686,871	682,063	687,582	700,171	711,461	705,370	3,4%	-0,9%
<i>dont livrets A et bleus</i>	483,946	487,578	494,419	507,092	510,818	518,723	535,760	550,932	558,500	9,3%	1,4%
<i>dont livrets jeunes</i>	32,029	32,173	33,836	33,525	34,304	35,415	36,904	37,006	37,598	9,6%	1,6%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	126,163	127,834	132,594	133,164	130,997	132,362	128,520	132,448	135,384	3,3%	2,2%
<i>dont livrets de développement durable</i>	166,702	168,955	172,687	191,084	203,402	212,020	220,877	233,588	241,244	18,6%	3,3%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	234,493	232,826	231,575	231,527	232,837	232,816	233,027	234,879	236,159	1,4%	0,5%
Placements indexés sur les taux de marché	329,741	368,205	306,660	381,161	387,890	416,440	411,536	463,057	491,451	26,7%	6,1%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	203,008	233,860	203,079	268,163	249,882	270,849	278,167	315,029	330,037	32,1%	4,8%
<i>dont bons de caisse</i>	21,987	22,234	19,514	21,284	18,146	14,949	13,561	12,924	12,418	-31,6%	-3,9%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	104,746	112,111	84,067	91,714	119,862	130,642	119,808	135,104	148,996	24,3%	10,3%
Epargne à long terme	2 747,694	2 778,185	2 840,516	2 878,448	2 937,795	2 943,304	2 984,363	2 964,187	2 962,625	0,8%	-0,1%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	871,070	855,942	859,595	846,527	828,114	814,362	823,680	808,923	791,055	-4,5%	-2,2%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	104,095	100,825	98,496	93,886	89,745	85,853	84,768	82,379	79,135	-11,8%	-3,9%
<i>dont portefeuille-titres</i>	262,916	259,082	277,914	289,658	296,112	282,474	290,562	278,678	274,549	-7,3%	-1,5%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	180,104	187,086	191,859	191,882	195,306	195,807	187,940	170,833	163,682	-16,2%	-4,2%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	1 317,406	1 362,607	1 398,107	1 441,026	1 510,472	1 547,527	1 579,751	1 605,635	1 635,760	8,3%	1,9%
<i>dont contrats PERP</i>	3,600	4,340	5,626	6,228	6,730	7,182	8,498	9,050	9,458	40,5%	4,5%
Autres agents	432,913	421,278	434,389	444,210	415,649	444,956	454,287	472,797	433,673	4,3%	-8,3%
Dépôts à vue	133,798	121,150	128,478	115,019	87,734	102,641	115,510	136,621	100,872	15,0%	-26,2%
Placements liquides ou à court terme	86,777	86,809	92,743	107,168	98,629	104,009	101,765	110,905	113,195	14,8%	2,1%
Comptes d'épargne à régime spécial	14,581	14,279	14,230	13,927	14,389	14,140	14,372	14,421	14,004	-2,7%	-2,9%
Placements indexés sur les taux de marché	72,196	72,530	78,513	93,241	84,240	89,869	87,393	96,484	99,191	17,7%	2,8%
Epargne à long terme	212,338	213,319	213,168	222,023	229,286	238,306	237,012	225,271	219,606	-4,2%	-2,5%
Total actifs financiers	8 670,721	8 875,743	9 345,018	9 406,459	9 497,566	9 585,501	10 089,105	9 958,287	9 917,750	4,4%	-0,4%
Dépôts à vue	2 596,199	2 681,031	3 056,181	2 794,150	2 867,391	2 927,590	3 237,419	2 987,712	2 970,569	3,6%	-0,6%
Placements liquides ou à court terme	2 939,226	3 022,029	3 047,461	3 324,940	3 268,810	3 281,067	3 443,277	3 599,358	3 579,492	9,5%	-0,6%
Comptes d'épargne à régime spécial	1 722,225	1 733,129	1 760,711	1 800,101	1 812,206	1 834,290	1 870,562	1 915,677	1 929,061	6,4%	0,7%
<i>dont livrets ordinaires</i>	674,618	678,587	695,400	703,510	699,733	702,840	715,358	726,703	720,035	2,9%	-0,9%
<i>dont livrets A et bleus</i>	488,221	492,753	494,619	507,293	510,933	518,836	535,876	551,052	558,644	9,3%	1,4%
<i>dont livrets jeunes</i>	32,030	32,174	33,836	33,524	34,304	35,414	36,904	37,006	37,597	9,6%	1,6%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	126,160	127,831	132,593	133,163	130,996	132,362	128,520	132,449	135,383	3,3%	2,2%
<i>dont livrets de développement durable</i>	166,703	168,957	172,687	191,085	203,402	212,021	220,877	233,589	241,243	18,6%	3,3%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	234,493	232,827	231,576	231,526	232,838	232,817	233,027	234,878	236,159	1,4%	0,5%
Placements indexés sur les taux de marché	1 217,001	1 288,900	1 286,750	1 524,839	1 456,604	1 446,777	1 572,715	1 683,681	1 650,431	13,3%	-2,0%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	447,188	500,874	519,174	623,227	585,965	636,792	656,746	743,425	735,683	25,6%	-1,0%
<i>dont bons de caisse</i>	35,579	35,333	27,778	28,294	25,296	21,308	17,159	15,858	14,276	-43,6%	-10,0%
<i>dont certificats de dépôt</i>	325,839	323,482	342,191	401,242	322,604	296,169	397,067	419,587	411,623	27,6%	-1,9%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	408,395	429,211	397,607	472,076	522,739	492,508	501,743	504,811	488,849	-6,5%	-3,2%
Epargne à long terme	3 135,296	3 172,683	3 241,376	3 287,369	3 361,365	3 376,844	3 408,409	3 371,217	3 367,689	0,2%	-0,1%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	871,070	855,943	859,596	846,528	828,114	814,363	823,677	808,922	791,055	-4,5%	-2,2%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	104,096	100,826	98,496	93,888	89,745	85,853	84,770	82,379	79,135	-11,8%	-3,9%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	8,499	8,304	8,919	9,240	11,317	10,099	9,164	8,689	8,986	-20,6%	3,4%
<i>dont portefeuille-titres</i>	404,711	403,448	427,009	443,317	453,139	439,700	452,047	439,888	445,185	-1,8%	1,2%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	425,914	437,215	443,623	447,142	461,848	472,120	450,502	416,654	398,110	-13,8%	-4,5%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	1 317,406	1 362,607	1 398,107	1 441,026	1 510,472	1 547,527	1 579,751	1 605,635	1 635,760	8,3%	1,9%
<i>dont contrats PERP</i>	3,600	4,340	5,626	6,228	6,730	7,182	8,498	9,050	9,458	40,5%	4,5%

Conjoncture financière et bancaire

L'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques

Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

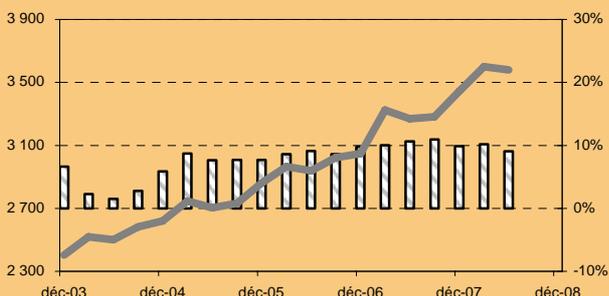
Ensemble des actifs financiers



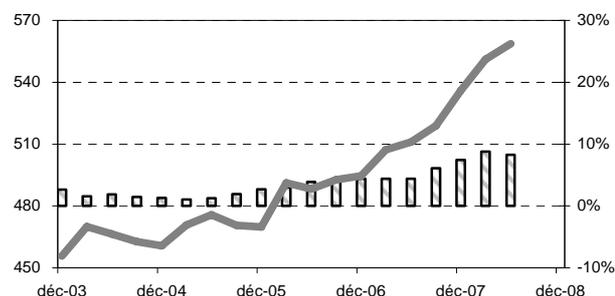
Dépôts à vue



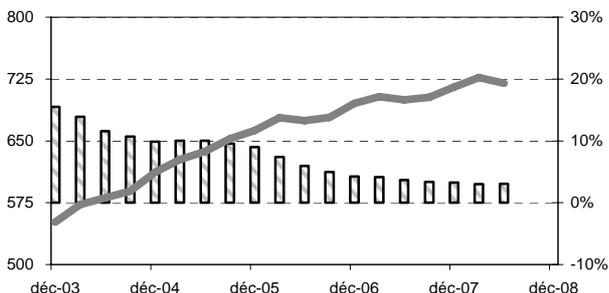
Ensemble des placements liquides ou à court terme



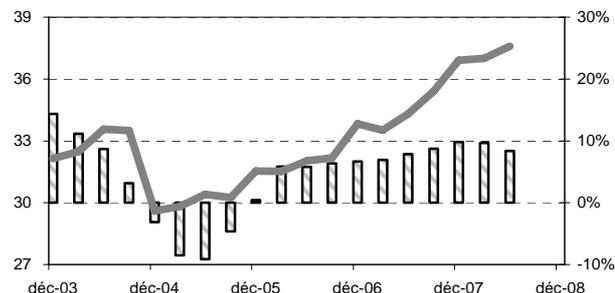
Livrets 'A' des caisses d'épargne



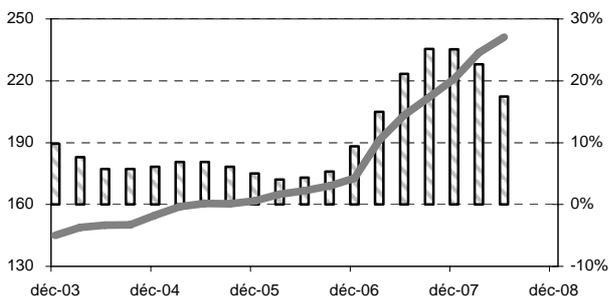
Livrets ordinaires



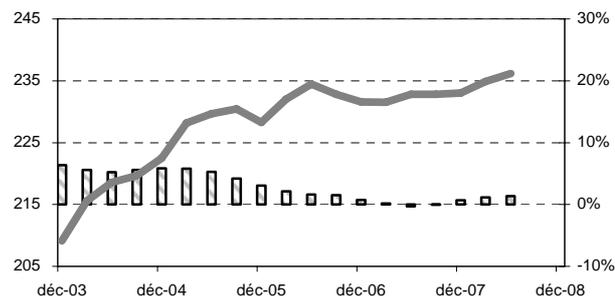
Livrets jeunes



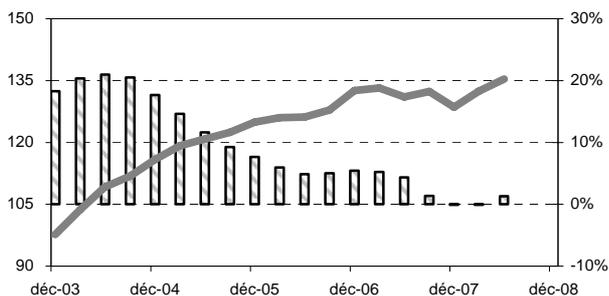
Livrets de développement durable



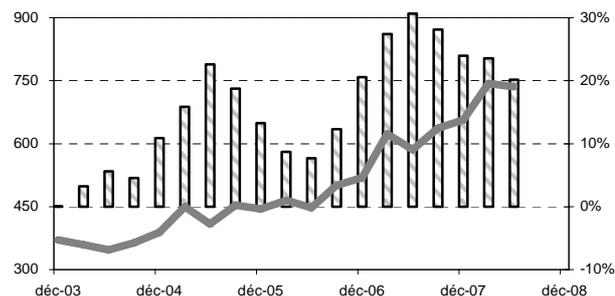
Comptes d'épargne logement



Livrets d'épargne populaire



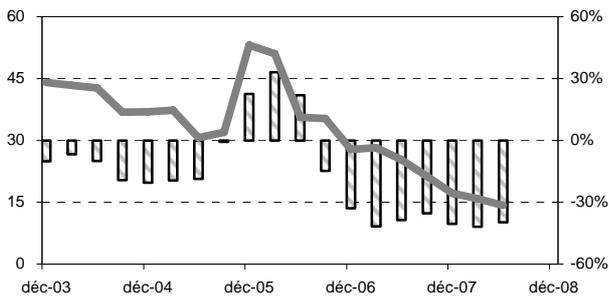
Dépôts à terme



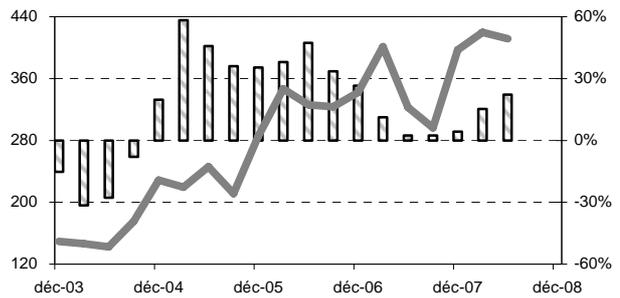
Conjoncture financière et bancaire

Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

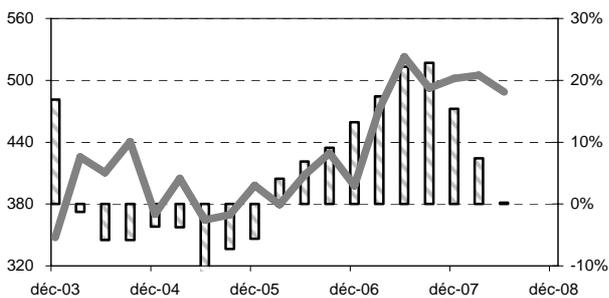
Bons de caisse et bons d'épargne



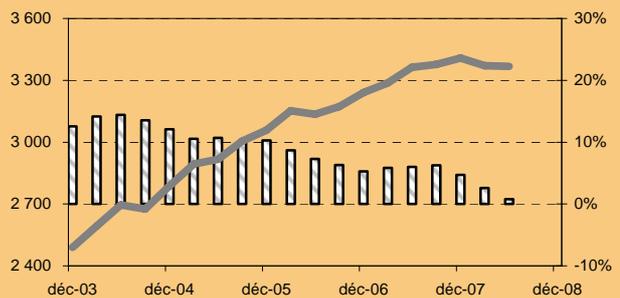
Certificats de dépôts négociables



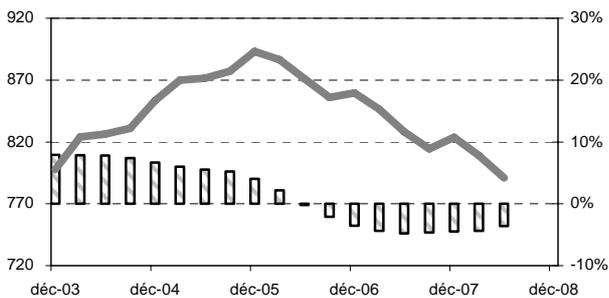
OPCVM monétaires



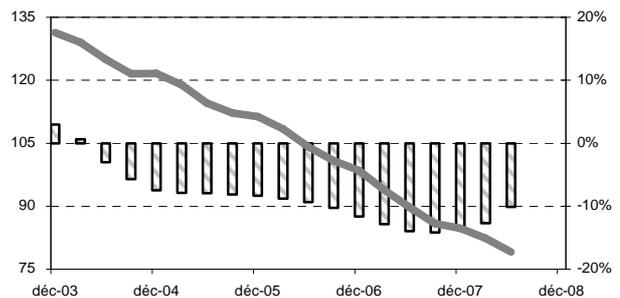
Epargne à long terme



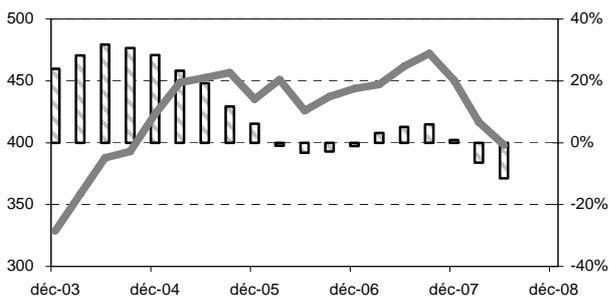
Plans d'épargne logement



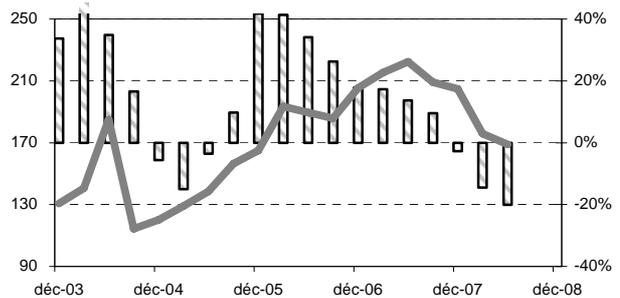
Plans d'épargne populaire



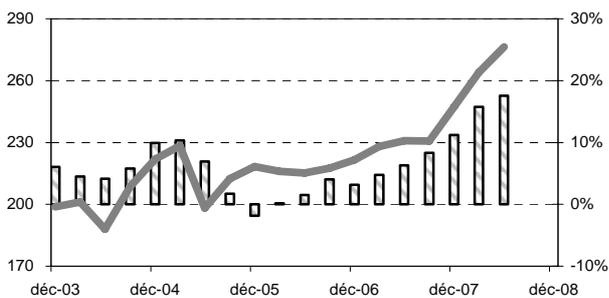
OPCVM titres en portefeuille titres



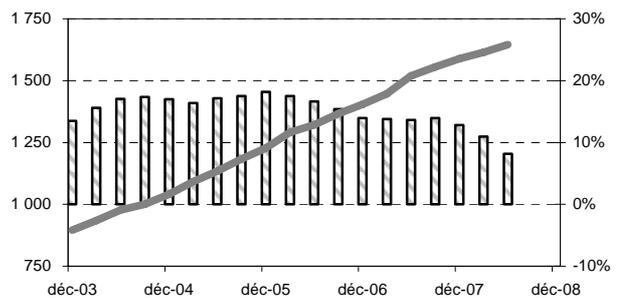
Actions en portefeuille titres



Obligations en portefeuille titres



Assurance-vie

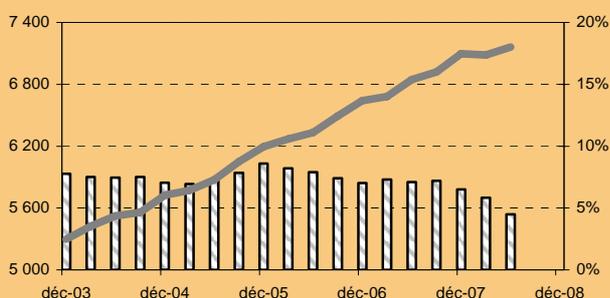


Conjoncture financière et bancaire

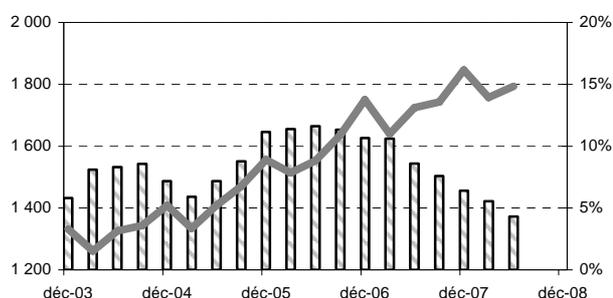
Les placements des ménages

Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

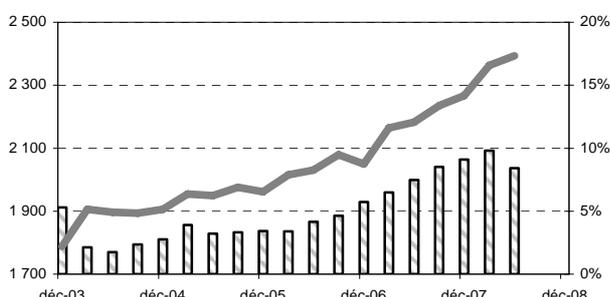
Ensemble des actifs financiers des ménages



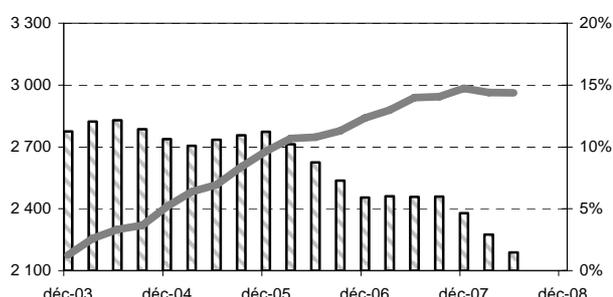
Dépôts à vue des ménages



Placements liquides des ménages



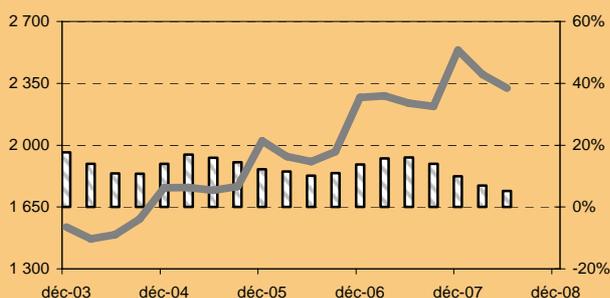
Épargne à long terme des ménages



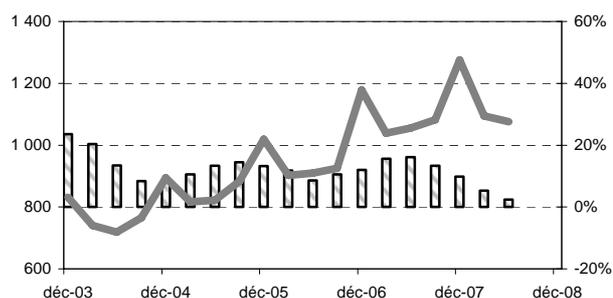
Les disponibilités des sociétés non financières

Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

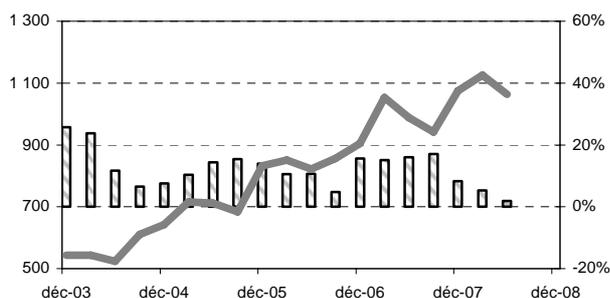
Ensemble des actifs financiers des sociétés non financières



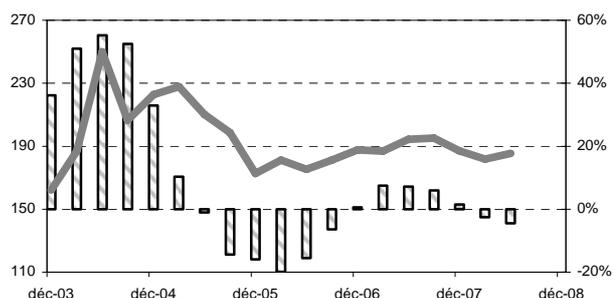
Dépôts à vue des sociétés non financières



Placements liquides des sociétés non financières



Épargne à long terme des sociétés non financières



5. Les passifs financiers de la clientèle non financière

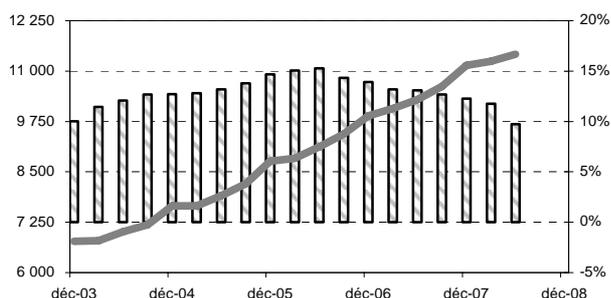
5.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux

	Montants en millions d'euros									Variations	
	juin-06	sept-06	déc-06	mars-07	juin-07	sept-07	déc-07	mars-08	juin-08	1 an	1 trim
Entreprises											
Crédits d'exploitation	923,078	985,435	1 036,982	1 049,466	1 097,035	1 124,881	1 155,654	1 121,469	1 180,197	7,6%	5,2%
<i>Créances commerciales</i>	140,288	134,056	156,563	126,465	148,184	140,430	152,888	118,353	134,631	-9,1%	13,8%
<i>Crédits de trésorerie</i>	464,903	541,977	563,662	524,271	564,729	597,519	582,992	618,590	614,808	8,9%	-0,6%
(dt) <i>Entrepreneurs individuels</i>	120,431	121,546	115,579	116,394	119,198	117,114	115,248	117,227	115,353	-3,2%	-1,6%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	214,879	205,508	196,868	286,289	257,556	258,599	277,983	261,869	292,765	13,7%	11,8%
<i>Affacturation</i>	103,008	103,894	119,889	112,441	126,566	128,333	141,791	122,657	137,993	9,0%	12,5%
Crédits d'investissement	2 286,603	2 338,296	2 419,384	2 415,080	2 496,864	2 636,236	2 739,789	2 813,642	2 812,301	12,6%	0,0%
<i>Crédits à l'équipement</i>	2 067,538	2 111,126	2 178,793	2 169,270	2 225,354	2 356,845	2 480,486	2 500,852	2 510,343	12,8%	0,4%
(dt) <i>Entrepreneurs individuels</i>	232,015	230,331	229,292	229,914	227,943	229,485	224,845	215,537	217,222	-4,7%	0,8%
<i>Crédit-bail</i>	219,065	227,170	240,591	245,810	271,510	279,391	259,303	312,790	301,958	11,2%	-3,5%
Crédits à l'habitat	542,402	579,350	648,055	659,582	688,705	729,085	798,074	814,528	834,727	21,2%	2,5%
Autres crédits	38,141	50,776	59,328	55,896	49,036	52,504	59,770	55,437	55,836	13,9%	0,7%
Encours sain	3 790,224	3 953,857	4 163,749	4 180,024	4 331,640	4 542,706	4 753,287	4 805,076	4 883,061	12,7%	1,6%
Ménages											
Crédits à la consommation	1 528,457	1 549,543	1 596,241	1 581,413	1 597,906	1 637,096	1 655,381	1 647,641	1 698,867	6,3%	3,1%
<i>Crédits de trésorerie</i>	1 420,233	1 443,140	1 476,245	1 464,565	1 483,211	1 515,022	1 541,583	1 522,788	1 571,231	5,9%	3,2%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	50,986	49,041	55,534	53,922	53,255	47,614	45,921	47,515	46,536	-12,6%	-2,1%
<i>Crédit-bail</i>	57,238	57,362	64,462	62,926	61,440	74,460	67,877	77,338	81,100	32,0%	4,9%
Crédits à l'habitat	3 130,209	3 252,520	3 440,724	3 490,922	3 570,973	3 664,792	3 821,534	3 853,092	3 913,923	9,6%	1,6%
Autres crédits	2,417	2,209	2,452	1,663	2,378	1,842	2,547	3,359	2,594	9,1%	-22,8%
Encours sain	4 661,083	4 804,272	5 039,417	5 073,998	5 171,257	5 303,730	5 479,462	5 504,092	5 615,384	8,6%	2,0%
Collectivités locales											
Crédits d'exploitation	4,655	3,573	2,813	5,138	16,629	47,942	30,531	38,536	19,517	17,4%	-49,4%
<i>Crédits de trésorerie</i>	2,192	3,373	2,729	3,443	16,237	47,650	28,194	36,262	16,851	3,8%	-53,5%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	2,463	0,200	0,084	1,695	0,392	0,292	2,337	2,274	2,666	n.s.	17,2%
Crédits d'investissement	389,342	380,012	400,685	493,998	430,440	418,137	597,865	578,058	556,639	29,3%	-3,7%
<i>Crédits à l'équipement</i>	389,173	379,827	400,621	492,988	430,440	418,137	597,865	578,058	556,639	29,3%	-3,7%
Autres crédits	1,005	1,485	2,358	2,516	1,327	1,291	2,479	3,305	4,053	205,4%	22,6%
Encours sain	395,069	385,137	405,856	501,652	448,396	467,370	630,875	619,899	580,209	29,4%	-6,4%
Autres agents											
Encours sain	309,908	336,936	302,706	335,012	358,315	324,271	301,766	339,089	360,934	0,7%	6,4%
TOTAL											
Encours sain	9 156,284	9 480,202	9 911,728	10 090,686	10 309,608	10 638,077	11 165,390	11 268,156	11 439,588	11,0%	1,5%
Créances douteuses brutes	522,019	525,865	518,930	530,333	544,753	555,544	547,158	571,980	607,119	11,4%	6,1%
<i>Créances douteuses nettes</i>	164,335	167,260	165,047	174,040	177,172	188,759	192,096	201,878	222,725	25,7%	10,3%
(dt) <i>Entreprises</i>	95,990	102,731	95,402	105,182	107,628	111,887	110,214	110,563	127,181	18,2%	15,0%
(dt) <i>Ménages</i>	61,208	58,282	63,461	67,942	68,168	74,660	81,027	88,522	92,804	36,1%	4,8%
<i>Provisions</i>	357,684	358,605	353,883	356,293	367,581	366,785	355,062	370,102	384,394	4,6%	3,9%
Encours brut total	9 678,303	10 006,067	10 430,658	10 621,019	10 854,361	11 193,621	11 712,548	11 840,136	12 046,707	11,0%	1,7%
Taux de créances douteuses	5,4%	5,3%	5,0%	5,0%	5,0%	5,0%	4,7%	4,8%	5,0%	0,0 pt	0,2 pt
Taux de provisionnement	68,5%	68,2%	68,2%	67,2%	67,5%	66,0%	64,9%	64,7%	63,3%	-4,2 pt	-1,4 pt

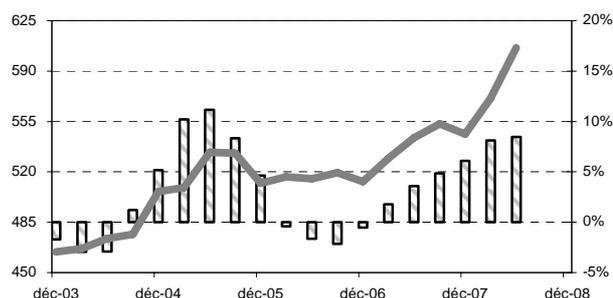
L'évolution de l'endettement des agents économiques

*Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite*

Encours des crédits sains des E.C. locaux



Encours des crédits douteux bruts des E.C. locaux

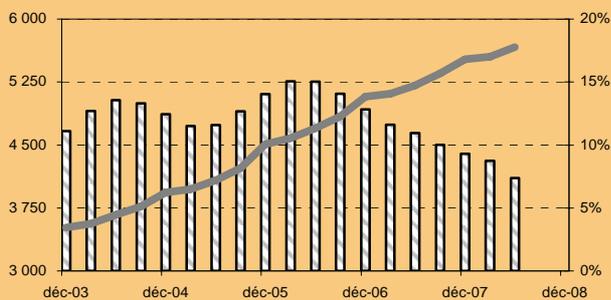


Conjoncture financière et bancaire

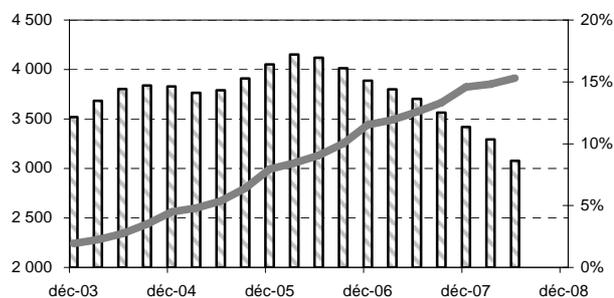
L'endettement des ménages

Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

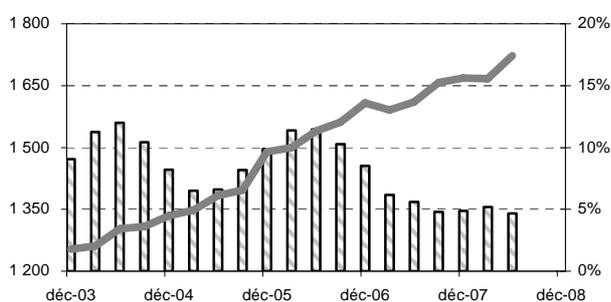
Ensemble des encours sains aux ménages



Crédits à l'habitat aux ménages



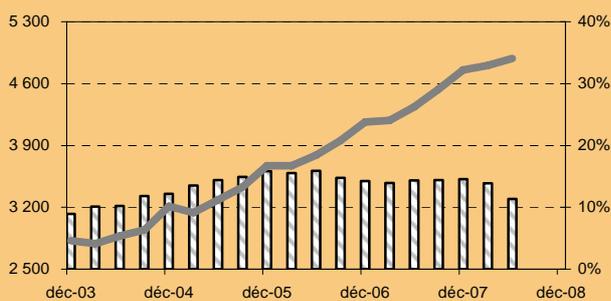
Crédits à la consommation des ménages



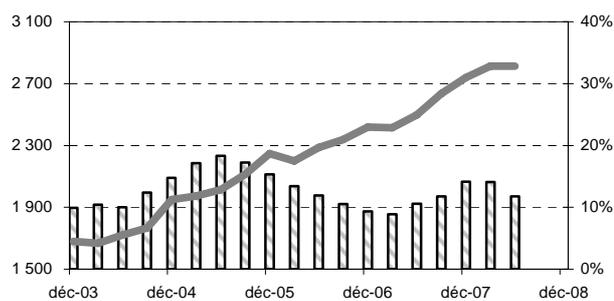
L'endettement des entreprises

Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

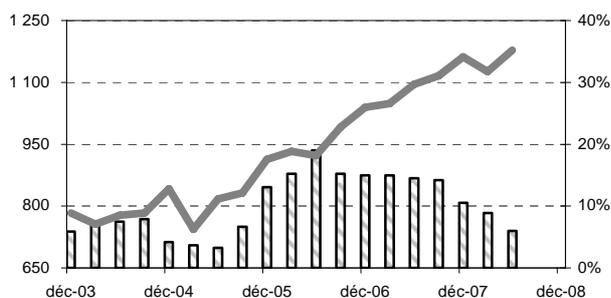
Ensemble des encours sains aux entreprises



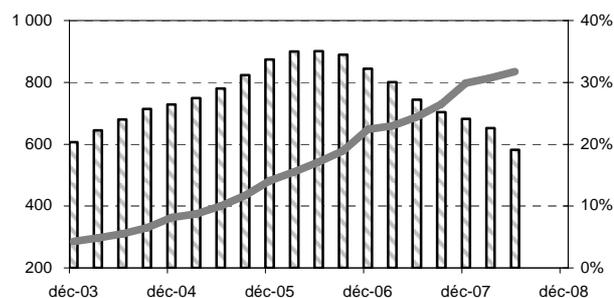
Crédits d'investissement des entreprises



Crédits d'exploitation des entreprises



Crédits à l'habitat des entreprises

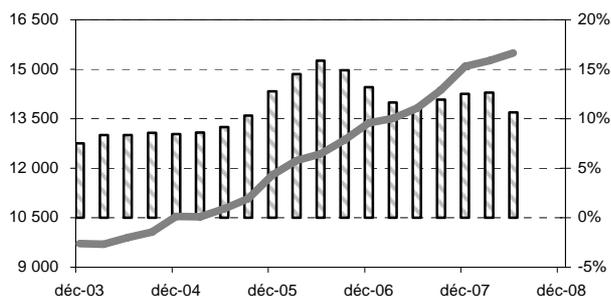


Conjoncture financière et bancaire

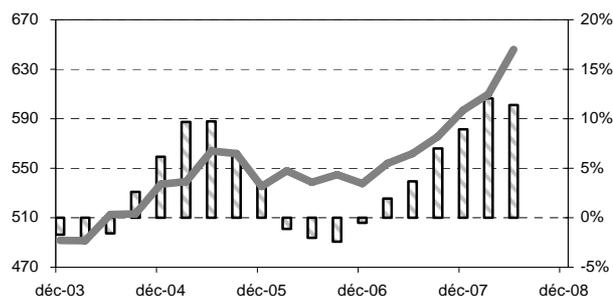
5.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit

	Montants en millions d'euros									Variations	
	juin-06	sept-06	déc-06	mars-07	juin-07	sept-07	déc-07	mars-08	juin-08	1 an	1 trim
Entreprises											
Crédits d'exploitation	971,907	1 033,857	1 092,222	1 096,071	1 141,744	1 169,008	1 195,409	1 170,000	1 230,324	7,8%	5,2%
<i>Créances commerciales</i>	141,045	135,805	158,599	127,592	149,297	142,395	154,861	119,923	136,644	-8,5%	13,9%
<i>Crédits de trésorerie</i>	485,201	560,907	585,529	544,911	583,798	618,424	593,592	636,398	638,922	9,4%	0,4%
(dt) <i>Entrepreneurs individuels</i>	121,137	122,672	116,808	117,685	120,540	118,245	116,699	118,942	116,803	-3,1%	-1,8%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	224,271	215,344	206,637	294,690	267,527	265,095	288,100	276,645	301,265	12,6%	8,9%
<i>Affacturage</i>	121,390	121,801	141,457	128,878	141,122	143,094	158,856	137,034	153,493	8,8%	12,0%
Crédits d'investissement	2 685,660	2 757,248	2 847,935	2 857,368	2 965,673	3 116,424	3 221,279	3 353,833	3 379,251	13,9%	0,8%
<i>Crédits à l'équipement</i>	2 317,116	2 377,917	2 455,694	2 455,184	2 534,810	2 680,092	2 801,400	2 879,327	2 924,521	15,4%	1,6%
(dt) <i>Entrepreneurs individuels</i>	263,436	263,822	264,517	264,431	262,316	265,721	261,970	253,207	256,737	-2,1%	1,4%
<i>Crédit-bail</i>	368,544	379,331	392,241	402,184	430,863	436,332	419,879	474,506	454,730	5,5%	-4,2%
Crédits à l'habitat	2 324,966	2 365,325	2 333,000	2 359,680	2 409,115	2 552,179	2 652,189	2 661,169	2 679,166	11,2%	0,7%
Autres crédits	38,848	51,460	60,000	56,533	49,649	53,093	60,345	55,988	56,349	13,5%	0,6%
Encours sain	6 021,381	6 207,890	6 333,157	6 369,652	6 566,181	6 890,704	7 129,222	7 240,990	7 345,090	11,9%	1,4%
Ménages											
Crédits à la consommation	1 585,118	1 607,577	1 656,334	1 641,213	1 660,240	1 701,937	1 720,891	1 712,645	1 763,792	6,2%	3,0%
<i>Crédits de trésorerie</i>	1 476,840	1 501,098	1 536,254	1 524,290	1 545,445	1 579,811	1 606,658	1 587,699	1 636,050	5,9%	3,0%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	51,040	49,117	55,618	53,997	53,355	47,666	46,356	47,608	46,642	-12,6%	-2,0%
<i>Crédit-bail</i>	57,238	57,362	64,462	62,926	61,440	74,460	67,877	77,338	81,100	32,0%	4,9%
Crédits à l'habitat	3 366,858	3 491,213	3 688,790	3 749,057	3 843,075	3 951,480	4 130,491	4 172,373	4 247,961	10,5%	1,8%
Autres crédits	2,417	2,209	2,452	1,663	2,378	1,842	2,547	3,359	2,594	9,1%	-22,8%
Encours sain	4 954,393	5 100,999	5 347,576	5 391,933	5 505,693	5 655,259	5 853,929	5 888,377	6 014,347	9,2%	2,1%
Collectivités locales											
Crédits d'exploitation	55,491	123,240	6,800	5,138	16,630	56,529	43,531	56,305	49,340	196,7%	-12,4%
<i>Crédits de trésorerie</i>	53,028	123,040	6,716	3,443	16,238	56,237	41,194	54,031	46,674	187,4%	-13,6%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	2,463	0,200	0,084	1,695	0,392	0,292	2,337	2,274	2,666	n.s	17,2%
Crédits d'investissement	949,214	955,836	1 249,699	1 322,018	1 277,170	1 336,043	1 675,016	1 633,881	1 615,853	26,5%	-1,1%
<i>Crédits à l'équipement</i>	949,045	955,651	1 249,635	1 321,008	1 277,170	1 336,043	1 675,016	1 633,881	1 615,853	26,5%	-1,1%
Crédits à l'habitat	57,787	53,640	50,033	0,133	0,126	0,126	0,112	0,106	0,100	-20,6%	-5,7%
Autres crédits	8,100	8,533	8,564	7,841	6,103	5,199	5,051	5,267	5,310	-13,0%	0,8%
Encours sain	1 070,592	1 141,249	1 315,096	1 335,130	1 300,029	1 397,897	1 723,710	1 695,559	1 670,603	28,5%	-1,5%
Autres agents											
Encours sain	385,683	406,582	379,453	413,673	442,991	428,847	382,946	433,224	467,671	5,6%	8,0%
TOTAL											
Encours sain	12 432,049	12 856,720	13 375,282	13 510,388	13 814,894	14 372,707	15 089,807	15 258,150	15 497,711	12,2%	1,6%
Créances douteuses brutes	538,584	544,799	537,513	553,950	561,764	575,674	596,951	609,864	646,027	15,0%	5,9%
<i>Créances douteuses nettes</i>	179,592	184,886	183,116	197,143	193,791	208,497	241,563	239,436	261,477	34,9%	9,2%
(dt) <i>Entreprises</i>	103,694	112,416	107,492	117,504	119,982	123,395	130,655	131,786	146,881	22,4%	11,5%
(dt) <i>Ménages</i>	66,681	64,141	69,357	76,638	73,970	80,604	86,406	93,967	97,688	32,1%	4,0%
Provisions	358,992	359,913	354,397	356,807	367,973	367,177	355,388	370,428	384,550	4,5%	3,8%
Encours brut total	12 970,633	13 401,519	13 912,795	14 064,338	14 376,658	14 948,381	15 686,758	15 868,014	16 143,738	12,3%	1,7%
Taux de créances douteuses	4,2%	4,1%	3,9%	3,9%	3,9%	3,9%	3,8%	3,8%	4,0%	0,1 pt	0,2 pt
Taux de provisionnement	66,7%	66,1%	65,9%	64,4%	65,5%	63,8%	59,5%	60,7%	59,5%	-6,0 pt	-1,2 pt

Encours des crédits sains distribués par l'ensemble des E.C.



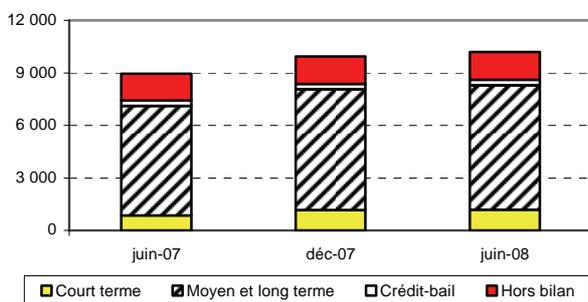
Encours des crédits douteux bruts de l'ensemble des E.C.



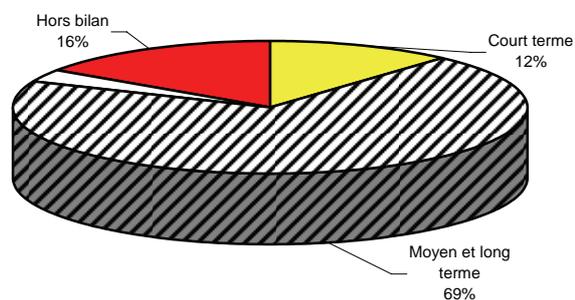
6. Risques sectoriels

Evolution globale des risques déclarés au SCR de la Banque de France

Risques en millions d'€

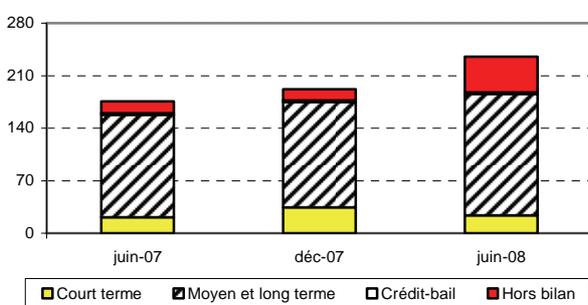


Répartition des risques par secteur au 30 juin 2008

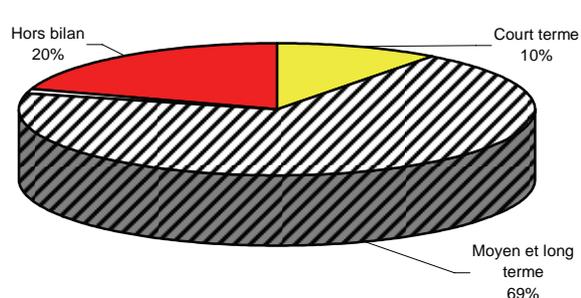


Risques bancaires sur le secteur agricole

Risques en millions d'€

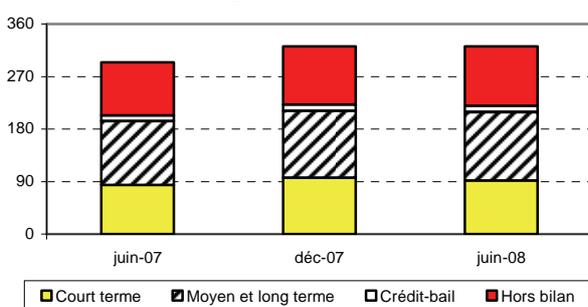


Répartition des risques par secteur au 30 juin 2008

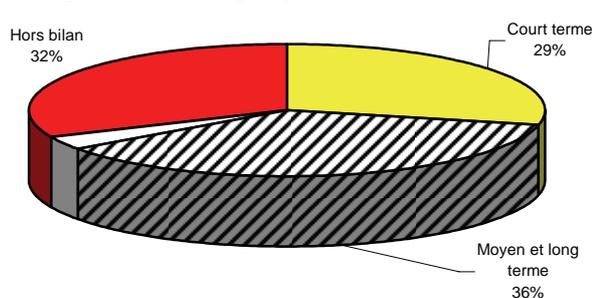


Risques bancaires sur le secteur de l'industrie manufacturière

Risques en millions d'€

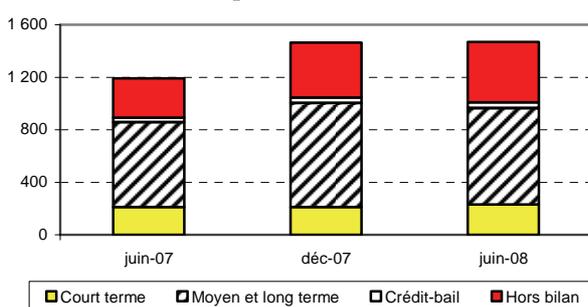


Répartition des risques par secteur au 30 juin 2008

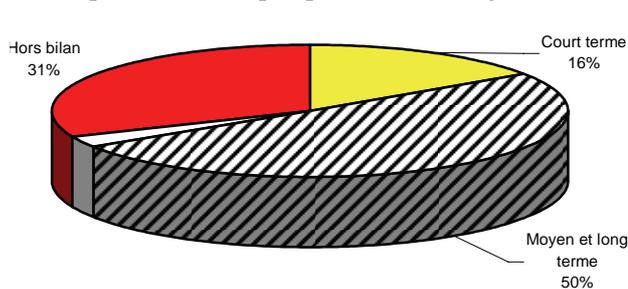


Risques bancaires sur le secteur de la construction

Risques en millions d'€

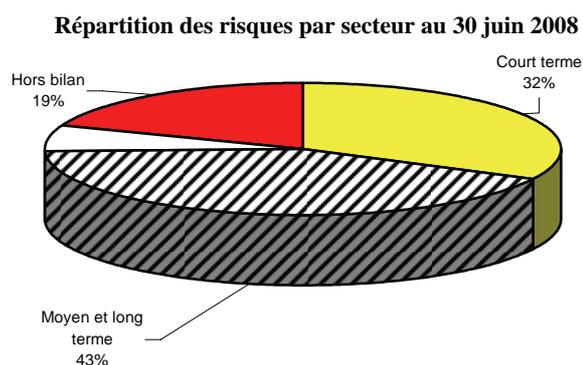
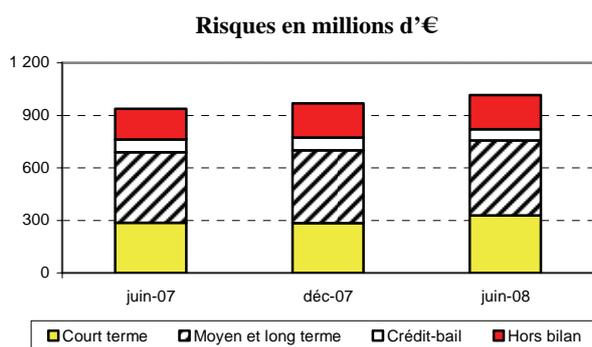


Répartition des risques par secteur au 30 juin 2008

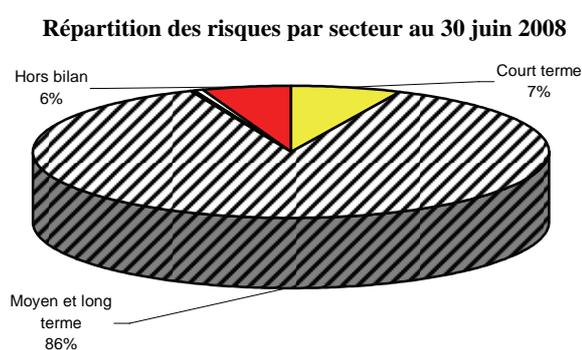
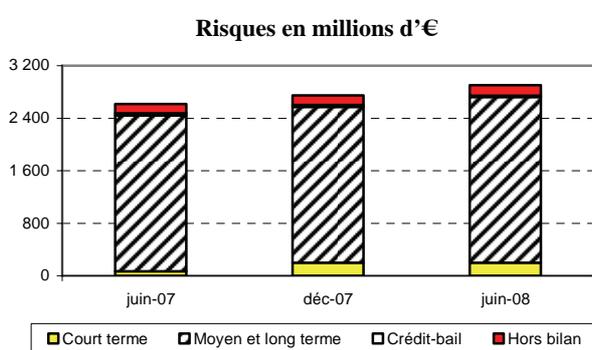


Conjoncture financière et bancaire

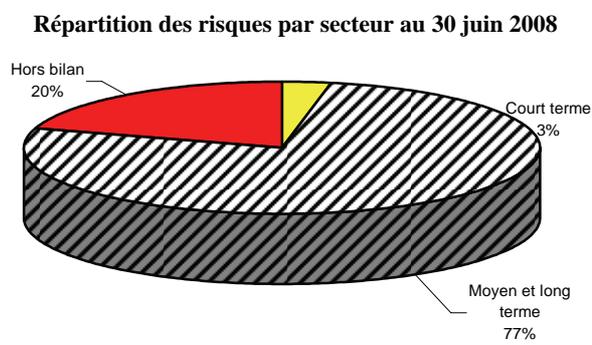
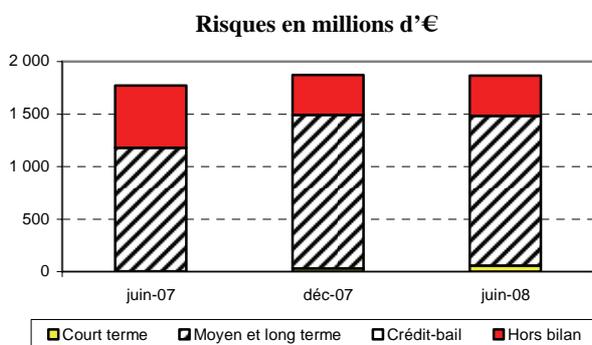
Risques bancaires sur le secteur du commerce



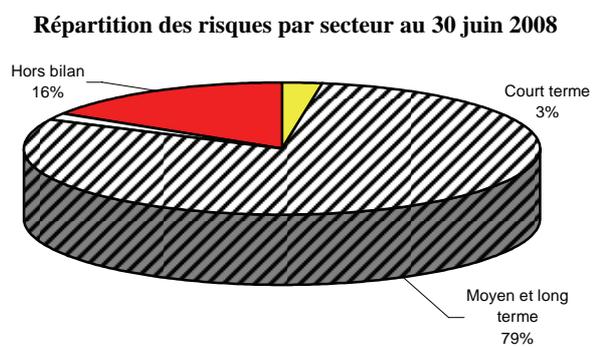
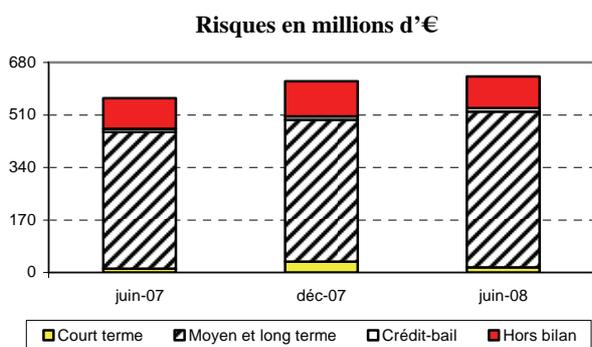
Risques bancaires sur le secteur des activités immobilières



Risques bancaires sur le secteur des administrations publiques



Risques bancaires sur le secteur de la santé et de l'action sociale



7. Rappel des taux

7.1 Taux réglementés

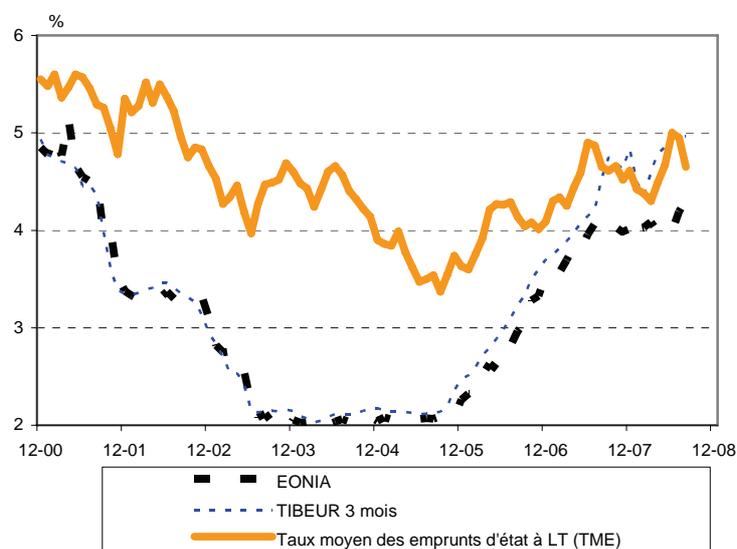
Taux directeurs de la Banque Centrale Européenne	
Taux de soumission minimal des opérations principales de refinancement (09/07/2008)	4,25%
Taux de la facilité de dépôt (09/07/2008)	3,25%
Taux de la facilité de prêt (09/07/2008)	5,25%

Taux de l'Épargne Réglementée (à compter du 1/02/2008)		
Livret A et bleu	Liv. développement	LEP
4,00%	4,00%	4,50%
Plan Epargne Logement *	Cpte Epargne Logement *	
2,50%	2,75%	

* Hors prime d'état

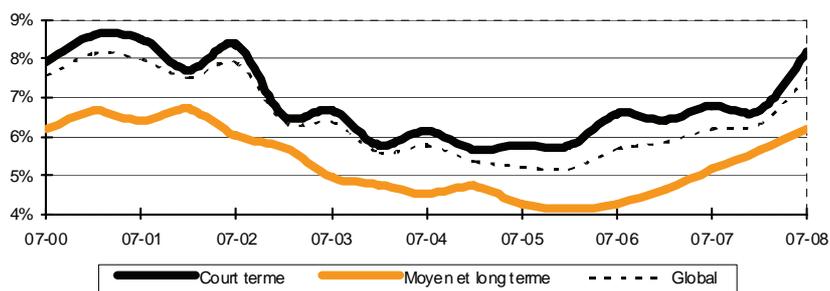
Taux d'intérêt légal	
Année 2008 (JO du 23/02/2008)	3,99%
Année 2007 (JO du 21/02/2007)	2,95%

7.2 Principaux taux de marché



7.3 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises

	Taux moyens pondérés		
	juil-07	janv-08	juil-08
Court terme	6,78%	6,67%	8,17%
Escompte	7,30%	6,58%	7,86%
Découvert	6,72%	6,96%	9,55%
Autres CT	6,36%	6,33%	6,67%
Moyen et long terme	5,16%	5,64%	6,20%
Taux moyen pondéré global	6,19%	6,31%	7,48%



7.4 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (T.E.G.) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1^{er} de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1966.

L'article 32 de la loi n°2003-721 du 1^{er} août 2003 pour l'initiative économique sort du champ de la réglementation relative à l'usure les prêts consentis à une personne morale ou à un entrepreneur individuel se livrant à une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.

Catégories de crédit		Plafonds de l'usure applicables à compter de						
		janv-07	avr-07	juil-07	oct-07	janv-08	avr-08	juil-08
Particuliers	Prêts immobiliers							
	- Prêts à taux fixe	6,39%	6,27%	6,41%	6,63%	7,12%	7,25%	7,31%
	- Prêts à taux variable	6,12%	6,24%	6,53%	6,72%	7,05%	7,16%	7,19%
	- Prêts relais	6,21%	6,35%	6,48%	6,53%	7,00%	7,25%	7,24%
	Autres prêts							
	- Prêts d'un montant < ou = à 1.524 euros *	20,76%	20,33%	20,39%	20,49%	20,88%	20,60%	20,76%
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1.524 euros	8,44%	8,72%	8,93%	9,04%	9,39%	9,60%	9,68%	
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > à 1.524 euros (*)	19,07%	19,25%	19,85%	19,80%	20,16%	20,48%	20,51%	
Prof.	- Découverts en compte (**)	14,19%	14,44%	14,48%	14,61%	14,71%	14,29%	14,29%

(*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

(**) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

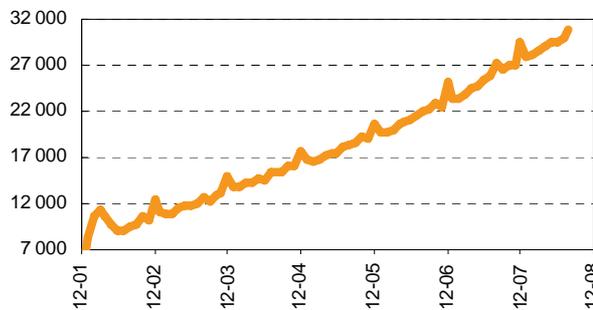
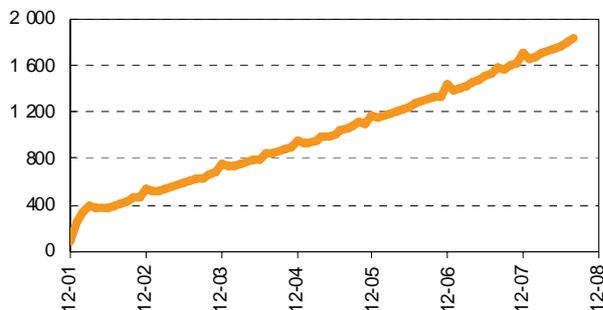
8. Monnaie fiduciaire

8.1 Emission mensuelle de billets euros

Emissions nettes cumulées de billets (à fin août 2008)

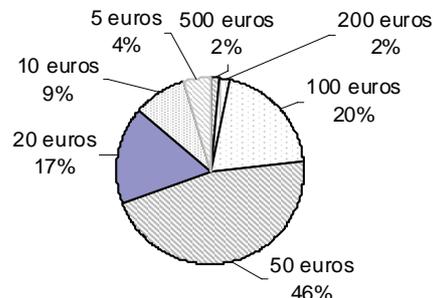
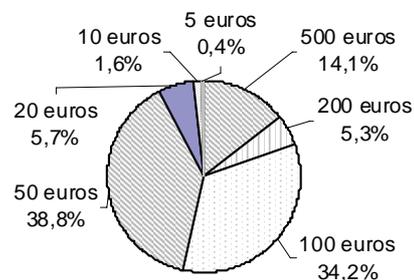
en valeur (en millions d'€)

en volume (en milliers d'unités)



Répartition en valeur au 31 août 2008

Répartition par quantité au 31 août 2008

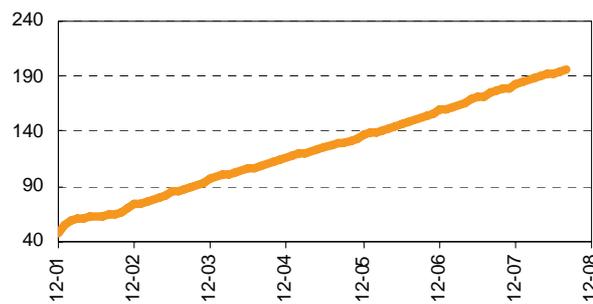
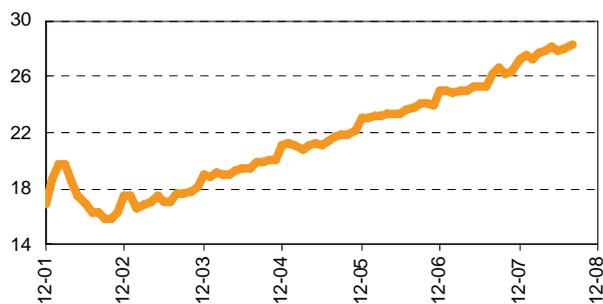


8.2 Emission mensuelle de pièces euros

Emissions nettes cumulées de pièces (à fin août 2008)

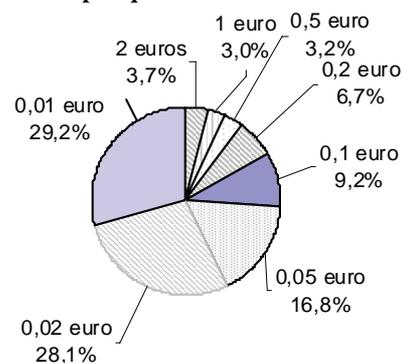
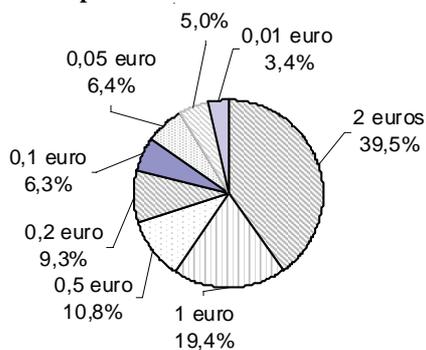
en valeur (en millions d'€)

en volume (en millions d'unités)



Répartition en valeur à fin août 2008

Répartition par quantité à fin août 2008



INSTITUT D'ÉMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER
4 rue de la Compagnie - 97400 Saint-Denis
Réunion

Téléphone : 0262.90.71.00 – télécopie : 0262.21.41.32
Site Internet : www.iedom.fr

Directeur de la publication : Y. BARROUX
Responsable de la rédaction : F. DALLIER
Editeur : IEDOM
Achevé d'imprimer le 22 septembre 2008
Dépôt légal N° 136 – Septembre 2008